
le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne

25

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

PRÉSENTATION

La question du fascisme et de l'antifascisme est l'une des pierres angulaires de la défense de la ligne politique classiste et révolutionnaire du communisme contre tous ceux qui sous le couvert de «la lutte contre la barbarie» défendent en réalité les intérêts bien matériels de l'ordre bourgeois antiprolétarien et contre-révolutionnaire. Ce n'est pas pour rien que cette question est si sensible et fondamentale: elle touche à la question de l'indépendance de classe (donc du refus de toute union sacrée pour défendre un patrimoine soit-disant commun à toutes les classes), de la violence et de la défense de l'Etat bourgeois. Ce n'est donc pas pour rien que la bourgeoisie en a fait l'une de ses principales lignes de défense et qu'elle envoie au front de sa lutte politique et idéologique contre la classe ouvrière une telle armée d'intellectuels et militants de tous ordres mais tous aussi fidèlement pendus à ses basques. L'objectif de cette attaque sans relâche est de semer la confusion sur la nature réelle de l'Etat bourgeois, garant des intérêts généraux du capitalisme, en répandant dans chaque interstice de la vie politique, sociale, économique et aussi culturelle du prolétariat, l'idée qu'il n'existe historiquement plus qu'une seule alternative: démocratie ou fascisme. Tous ceux qui ne se coulent pas dans ce moule blindé de l'Etat bourgeois sont portés au pilori de la sacro-sainte opinion publique - généralement en utilisant le vecteur commode de la rumeur publique, du mensonge et de la falsification - et au besoin soumis à la vindicte des hommes de main de la bourgeoisie.

C'est ainsi le sens de la campagne lancée contre nous en France par les pâles falots de la gens intellectuelle bourgeoise. Leur misérable acte d'accusation est que nous serions les pères spirituels du négationnisme ou au moins que nous l'aurions rejoint en alimentant son argumentaire, n'a d'égal dans le crétinisme et l'imbécillité que les accusations d'hitléro-trotskisme contre ceux qui luttaient après la victoire du prolétariat russe pour empêcher la contre-révolution internationale de s'installer dans les rangs ouvriers. Le stalinisme est, que nos brillants intellectuels ne l'oublient pas, le principal géniteur de la théorie de la grande lutte et résistance démocratique antifasciste et à ce titre il est la source fétide dans laquelle ils viennent puiser leur fiel. Il n'est pas étonnant qu'ils utilisent finalement ses mêmes méthodes médisantes et d'anathème: sous cet angle-là, ils ne sont finalement que ses pâles épigones.

Cette brochure recueille une série de textes classiques et d'articles, faisant suite à ces basses attaques, et parus dans notre organe «le prolétaire», n° 438 à 442 (1996-1997). L'objectif de ces articles est de montrer la continuité à travers le temps et l'expérience historique de la position invariante du marxisme sur la nature de l'Etat, sur notre combat de toujours contre les déviations démocratiques de la lutte contre l'Etat bourgeois et sur la nécessité incontournable de l'indépendance totale et intransigeante de classe, donc du parti, de son programme et de son action concrète. Pour cela ils décrivent et expliquent le dur combat mené en Italie par le Parti communiste d'Italie mené par la Gauche italienne contre à la fois le fascisme lui-même et contre son côté revers, la démocratie et tous ses représentants, dont les plus dangereux étaient et sont toujours ceux qui prétendent parler au nom du prolétariat et du «socialisme»

Mai 2001

Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne

(1ère partie parue dans « le prolétaire » no 438, Oct.-Nov.-Déc. 1996)

[Dans le n° précédent du «Prolétaire» nous avons publié notre texte écrit en réponse aux attaques contre notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi» et un article d'analyse de la campagne d'opinion sur une prétendue collusion «rouge-brun» entre l'«ultra-gauche» et les nostalgiques du fascisme - en réalité une campagne en faveur de l'union interclassiste pour la défense de la forme démocratique de la domination bourgeoise. Dans ce n° nous commençons la publication de passages ou de textes illustrant la position communiste défendue par notre courant dans la lutte contre le fascisme et contre le capitalisme, en opposition totale aux suggestions et aux méthodes de l'antifascisme démocratique, impasse mortelle pour la lutte prolétarienne. Il s'agit d'abord dans cette première partie d'extraits du rapport présenté à la Réunion générale du parti de Florence du 30/04 au 01/05 1967 et retranscrit dans notre revue théorique «Programme Communiste» n°45 (Juillet-Sept. 1969 (NdlR)]

L'ANTI-FASCISME, PIRE PRODUIT DU FASCISME

«Un excellent communiste qui fut au premier plan de la lutte du prolétariat italien contre les bandes de Mussolini à l'époque «romantique» et pseudo-révolutionnaire du mouvement fasciste de ce pays, mais qui ne se laissa jamais prendre aux fatales suggestions de l'opportunisme anti-fasciste, avait coutume de dire que *«le pire produit du fascisme a été l'anti-fascisme»*. Cette boutade est tout à fait incompréhensible pour ces tenants d'une démocratie réformatrice, pacifiste et progressiste qui vivent continuellement dans leurs rêves insipides malgré tous les coups que leur prodigue la réalité capitaliste. Pourtant elle est profonde et vraie, et le sens n'en est pas difficile à déchiffrer pour quiconque a tant soi peu compris le marxisme. Elle signifie en bref: l'importance du fascisme a été historiquement très limitée; mais celle de l'anti-fascisme a été beaucoup plus durable, **et plus pernicieuse du point de vue des intérêts du prolétariat révolutionnaire et du communisme**. Quiconque, en 1969, n'est pas capable de comprendre cela n'a jamais rien compris non seulement au marxisme révolutionnaire, mais même, plus modestement, **à son époque.**»

«Au sens propre et étroit en effet le mouvement fasciste n'a rempli qu'une

fonction limitée: il a sauvé les bourgeoisies d'Italie d'abord, d'Allemagne ensuite et de pays de poids mondial moindre, comme l'Espagne, d'une effroyable banqueroute politique et économique à une époque et dans des circonstances bien précises, à savoir la crise générale qui dans ces pays surtout, fit suite à la première guerre mondiale. Nous n'entendons pas affirmer par là que ces victoires bourgeoises, ces triomphes écrasants des forces de la conservation capitaliste n'ont pas pesé d'un grand poids dans la défaite de l'Internationale de 1919 et qu'elles sont pour peu de choses dans l'éclatement d'une seconde guerre impérialiste au lieu de la révolution européenne et mondiale voulue non seulement par Lénine, mais par tous les communistes; ce serait nier la réalité. Seulement, il y a **deux** questions à se poser: **comment est donc advenue la victoire bourgeoise qu'a représenté l'accession au pouvoir des partis fascistes et nazis?** Mais aussi et surtout: **comment se fait-il qu'un quart de siècle après la chute des pouvoirs fascistes qu'on a fait passer comme l'obstacle-par-excellence au triomphe du prolétariat, le Capital continue à détenir partout, de façon totalitaire, le pouvoir politique dont, évidemment, il use dans son intérêt exclusif?** »

«Il suffit de se poser ces questions pour entrevoir le sens de la boutade ci-dessus citée: la bourgeoisie italienne, puis la bourgeoisie allemande et un certain nombre de bourgeoisies moindres ont pu vaincre le prolétariat et entraîner derrière elles les classes moyennes que le capitalisme opprime, parce qu'au lieu d'avoir contre elles un prolétariat communiste trempé, elles n'ont trouvé qu'un prolétariat largement «anti-fasciste» qui n'a pas su répliquer à la violence capitaliste par sa violence prolétarienne et se saisir à temps du pouvoir. Surtout - puisque de toute façon, ce n'est ni le prolétariat italien, ni le prolétariat allemand qui, à eux seuls, pouvaient faire l'histoire du XXème siècle, et que de toute évidence, c'est le prolétariat européen et mondial qui est en cause - si le capitalisme domine toujours, c'est que le prolétariat n'en est pas encore arrivé à revendiquer sa propre dictature révolutionnaire sous la **même** influence politique que celle qui a permis déjà son écrasement dans les années 21-33, à savoir l'attachement persistant aux apparentes concessions économique-sociales qu'il attend de la forme démocratique, mais s' imagine abolies par un pouvoir fasciste déclaré.»

(...) «Ce rapport [sur le **Parti communiste d'Italie devant l'offensive fasciste**] démontre en effet, sur la base indiscutable des faits et des textes, quelques vérités trop oubliées: le véritable fossoyeur du prolétariat italien n'a pas tant été le mouvement fasciste, mais la social-démocratie qui, face aux violences des bandes noires, n'a jamais su faire autre chose qu'invoquer le respect de la légalité. Le fascisme lui-même n'a pas triomphé uniquement par la violence, mais aussi par une démagogie réformiste à laquelle les socialistes de la IIe Internationale n'avaient que trop habitué le prolétariat. Enfin, la seule force au monde qui puisse sans mentir effrontément témoigner d'une lutte effective - à la fois politique et militaire - contre le fascisme, d'une lutte purement

prolétarienne et libérée de toutes les influences bourgeoises et opportunistes, c'est le Parti Communiste d'Italie qui à l'époque se trouvait précisément dans les mains de notre courant.»

«En d'autres termes, c'est précisément la seule section de l'Internationale communiste qui se soit énergiquement refusée aux concessions excessives que faisait la direction de l'Internationale à l'anti-fascisme de type démocratique (concessions auxquelles est malheureusement attaché pour toujours le nom du malheureux Zinoviev) et qui ait dénoncé les dangers opportunistes que cela faisait courir au mouvement communiste; qui a aussi conduit une lutte cohérente, opiniâtre, pleine d'abnégation aussi contre les misérables bandes noires du fascisme italien. Si elle fut vaincue, cela dépendait de circonstances plus fortes que la volonté du meilleur parti révolutionnaire. Du moins ne fut-elle pas **politiquement liquidée**, comme ce fut malheureusement le cas de **tous** les partis communistes du monde finalement tombés dans une défense pure et simple de la démocratie. Ce n'est pas un hasard. Car seule sa façon marxiste et révolutionnaire de mener et de diriger la lutte vitale contre le mouvement fasciste lui a évité, entre 1939 et 1945, l'adhésion à la guerre impérialiste, c'est-à-dire la mortelle trahison de l'internationalisme prolétarien qui a mis le point final, pour de trop longues années, à la tentative du prolétariat européen et mondial de s'organiser en Parti communiste international, condition indispensable de la victoire sur le Capital auquel l'anti-fascisme a assuré une si longue survie.»

APPEL CONTRE LA RÉACTION FASCISTE

[Comme nous n'avons pas la place de décrire sur ces colonnes la lutte du PC d'I. contre la bourgeoisie, son Etat et ses forces de répression légales ou fascistes, ainsi que le sabotage des luttes prolétariennes par les réformistes, nous invitons le lecteur intéressé à se reporter au rapport publié sur les n° 45, 46, 47, 48-49 et 50 de «Programme Communiste». Nous nous contentons de publier ci-dessous deux extraits de ce même rapport, tirés des n° 45 et 46 de notre revue théorique. Nous commençons par l'«Appel contre la réaction fasciste» lancé le 2 mars 21 par le PC à peine né (NdIR)].

«Camarades!

Dans la tragique situation d'aujourd'hui, le Parti communiste a le devoir de s'adresser à vous.

Dans de nombreuses régions et villes d'Italie, des heurts sanglants entre le prolétariat et les forces régulières et irrégulières de la bourgeoisie se succèdent et se multiplient. Parmi tant de victimes connues ou obscures, le Parti communiste note la perte d'un de ses meilleurs militants, Spartaco Lavagnini, tombé à Florence au poste de responsabilité qu'il occupait face à la classe ouvrière et à

son parti. A sa mémoire et à celle de tous les prolétaires tombés dans la lutte, les communistes adressent le salut d'hommes que leur foi et leur action trempent contre l'épreuve.

Les événements qui se précipitent montrent que le prolétariat révolutionnaire d'Italie ne cède pas aux coups de la réaction à laquelle la bourgeoisie et son gouvernement recourent depuis quelques mois avec ses bandes armées qui s'en prennent aux travailleurs aspirant à leur émancipation de classe. Des Pouilles rouges, de la Florence prolétarienne, de tant d'autres centres, nous parviennent des nouvelles qui montrent que malgré l'infériorité de ses moyens et de son organisation, le prolétariat a su répondre aux attaques, se défendre et frapper ceux qui le frappaient.

L'infériorité du prolétariat - qu'il serait inutile de dissimuler - dépend de l'insuffisance de son organisation; seule la méthode communiste peut la lui donner, et elle passe par la lutte contre les anciens chefs et contre leurs méthodes dépassées d'action pacifique. Les coups que la bourgeoisie porte aux masses doivent les convaincre qu'il est nécessaire d'abandonner les dangereuses illusions réformistes et de se débarrasser de ceux qui prêchent une paix sociale qui n'est historiquement plus possible.

Fidèle à la doctrine et à la tactique de l'Internationale de Moscou, le Parti communiste a appelé les forces conscientes du prolétariat d'Italie à s'unir pour se donner la préparation et l'organisation qui jusque là leur a manqué et qui n'a existé que dans la démagogie réformiste. Il ne prêche pas l'apaisement des esprits ni la renonciation à la violence et dit clairement aux travailleurs qu'ils ne peuvent pas se contenter des armes de la propagande, de la persuasion ou de la légalité démocratique, qu'il leur faut des armes réelles et non pas métaphoriques. Il proclame avec enthousiasme sa solidarité avec les ouvriers qui ont répondu à l'offensive des blancs en rendant coup pour coup et les met en garde contre les chefs qui reculent devant leurs responsabilités et qui propagent la stupide utopie d'une lutte sociale civilisée et chevaleresque, semant le défaitisme dans les masses et encourageant la réaction: ce sont les pires ennemis du prolétariat et c'est à juste titre que l'adversaire se rit de leurs sornettes.

Le mot d'ordre du Parti communiste est d'accepter la lutte sur le terrain que la bourgeoisie a choisi et sur lequel la crise mortelle qui la travaille l'a irrésistiblement portée. Il est de répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à la discipline par la discipline, à la force par la force et aux armes par les armes.

Il ne saurait y avoir de meilleure préparation à l'offensive que les forces prolétariennes devront immanquablement lancer un jour contre le pouvoir bourgeois et qui sera l'épilogue des luttes actuelles.»

«C'est sur cette base que se constituera l'organisation militaire du Parti et en attendant, ces directives renforcent et stimulent la volonté de lutte des obscurs militants de la classe ouvrière. Le Parti n'ignore pas les

difficultés qui restent à surmonter pour donner à l'action spontanée vigoureuse des masses une direction politique et une organisation unitaire et qui dérivent essentiellement de l'influence persistante du socialisme légalitaire et pacifisme dans les masses. Il ne les cache pas non plus aux ouvriers. On ne trouve pas un atome de démagogie dans son appel, mais seulement une sévère exhortation à répondre à une réaction bourgeoise, à la fois légale et illégale, d'une implacable dureté, par des moyens opposés à ceux de l'époque réformiste et que les communistes se disposaient à mettre en oeuvre. Le manifeste continue ainsi:

«L'action et la préparation doivent devenir de plus en plus effectives et systématiques, et la démagogie doit cesser. Dans la situation actuelle, il reste encore beaucoup à faire, reconnaissons-le, pour que la riposte prolétarienne aux attaques adverses prenne le caractère d'une action générale et coordonnée seule capable d'assurer la victoire.»

Pour cette action générale, le prolétariat ne pourrait aujourd'hui recourir à d'autres formes d'action que celles qui ont été bien souvent adoptées, mais dont la direction, dans l'état actuel des choses, resterait, en totalité ou en partie, dans les mains d'organismes politiques et économiques dont la méthode et la structure ne peuvent conduire qu'à de nouvelles déceptions et qui ne laissent d'autre perspective que d'être arrêtées ou abandonnées dans leur action. Tant que les réformistes pourront encore usurper les postes de direction dans les organisations qui encadrent les masses, il en sera ainsi.

Dans une perspective pareille, le Parti communiste n'entreprendra aucun mouvement général exigeant qu'il se mette en rapport avec de semblables éléments, à moins que la situation ne lui laisse pas d'autre possibilité. En l'état actuel, le Parti communiste affirme qu'il ne faut pas accepter d'action à l'échelle nationale en commun avec ceux dont les méthodes ne peuvent conduire qu'au désastre. S'il fallait que cette action se produise, le Parti communiste ferait son devoir pour que le prolétariat ne soit pas trahi au plus fort de la lutte, en surveillant étroitement les adversaires de la révolution.

Aujourd'hui donc, le Parti communiste donne à ses militants le mot d'ordre de résister localement sur tous les fronts aux attaques fascistes, de revendiquer les méthodes révolutionnaires, de dénoncer le défaitisme des sociaux démocrates que, par faiblesse et par erreur, les prolétaires les moins conscients peuvent considérer comme des alliés possibles devant le danger.

Que la ligne de conduite à observer reste celle-là ou qu'elle devienne plus radicale, le centre du parti sait que, du premier au dernier, les communistes feront tout leur devoir, fidèles à leurs martyrs et conscients de leur responsabilité de représentants de l'Internationale révolutionnaire de Moscou en Italie.

Vive le communisme! Vive la révolution mondiale!

Le Parti communiste d'Italie

La Fédération des Jeunesses communistes d'Italie»

LA LUTTE DU PARTI COMMUNISTE POUR L'ENCADREMENT MILITAIRE DES MASSES

(...) «Par l'appel ci-dessus, le Parti communiste montrait au prolétariat que pour répondre à la violence bourgeoise, la seule voie était celle de la violence prolétarienne. Sa propagande dénonçait également l'action défaitiste et pacifiste des réformistes qui devait se concrétiser quelques mois plus tard dans le honteux «pacte de pacification» entre le Parti socialiste et les fascistes, pacte qui, bien entendu ne pouvait que désarmer la classe ouvrière face à ses ennemis. Mais toute la propagande n'était que la prémisse nécessaire à la préparation de l'affrontement discipliné des forces ouvrières et de l'ennemi de classe. Pour cela il était nécessaire de construire méthodiquement un «appareil» militaire obéissant à une stricte discipline de parti et s'inspirant dans toutes ses actions d'une directive politique unique.»

«Le problème militaire de la défense et de l'attaque est inséparable du problème politique dont il dépend: c'est la politique qui détermine les voies et les buts de la lutte militaire. On ne se défend (et à plus forte raison on n'attaque) pas de la même façon quand on veut défendre la démocratie violée et quand on veut l'anéantir pour instaurer la dictature du prolétariat. Il est impossible d'opposer à l'ennemi une force efficace et disciplinée si on ne sait pas par avance lequel des deux objectifs l'on vise et si au cours de la lutte des hésitations, des doutes et des préjugés se manifestent et limitent les possibilités de développement. La clarté de la politique ou, pour employer un terme plus adapté en ce cas, de la stratégie, est une condition de la puissance de la continuité et de l'homogénéité de l'action pratique, ou, si l'on veut, de la tactique, et cette puissance, cette continuité et cette homogénéité sont à leur tour la condition de l'efficacité et de la solidité de l'organisation.»

(...) «**Aucune** autonomie n'était accordée au groupe parlementaire du parti, conformément aux 21 conditions d'admission à l'Internationale; les groupes syndicaux émanaient directement du parti et fonctionnaient comme ses instruments dans les syndicats et les usines: à plus forte raison l'organisation militaire devait-elle, du fait même de son caractère et de ses buts, constituer un réseau de parti; elle devait agir comme pôle d'attraction de tous les ouvriers décidés à se battre et les diriger précisément en raison du fait que ses buts ne pouvaient être confondus avec ceux d'aucun autre parti, que son action pratique était unitaire, et que son organisation était disciplinée et donc efficace. On trouve ces critères d'encadrement dans «Il Comunista» du 14 juillet 1921:

«Pour l'encadrement du parti

Sur la base du travail déjà accompli dans de nombreuses localités pour

encadrer militairement les membres et les sympathisants du parti communiste et de la fédération des jeunesses et tenant compte des leçons qu'on peut en tirer; le Centre du parti et celui de la Fédération des jeunesses préparent un communiqué qui établira les règles à appliquer dans ce travail indispensable d'organisation et de préparation révolutionnaires.

Etant donné que des éléments extérieurs au parti communiste prennent dans divers centres d'Italie des initiatives du même genre en dehors de la participation et de la responsabilité officielles de ce dernier, les camarades doivent attendre ce communiqué avant d'agir, de façon que les directives générales adoptées par le parti ne se heurtent pas à des faits accomplis.

Cela signifie que le travail d'encadrement des groupes d'action communistes doit se poursuivre partout où ils existent et s'organiser là où ils n'existent pas en se conformant de façon stricte au principe suivant: l'encadrement militaire du prolétariat doit se faire dans une organisation de parti étroitement liée à ses organisations politiques. Les communistes ne peuvent ni ne doivent participer à aucune initiative militaire provenant d'autres partis ou prise en dehors de leur parti.

La préparation et l'action militaire exigent une discipline au moins égale à la discipline du Parti Communiste. On ne peut observer deux disciplines distinctes. Par conséquent le communiste et le sympathisant qui se sent réellement lié au parti (s'il fait des réserves sur la question de la discipline, il ne mérite plus ce titre) ne peuvent ni ne doivent appartenir à aucune autre organisation militaire que celle du parti.

En attendant les directives plus précises que l'expérience pratique permettra de donner, le mot d'ordre du parti à ses adhérents et aux ouvriers qui le suivent est le suivant: formation de groupes d'action dirigés par le Parti communiste pour préparer et entraîner le prolétariat à l'action militaire révolutionnaire défensive et offensive.»

LA POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE VISE DIRECTEMENT UN BUT PRÉCIS: LA RÉVOLUTION

[L'apparition à cette époque d'un groupe de défense armée contre les fascistes, les «Arditi del Popolo», se présentant comme au dessus des partis et luttant pour le «retour à l'ordre et à la vie sociale normale» - un groupe d'orientation démocratique donc - suscita un certain attrait dans les rangs prolétariens. Le PC d'I mit les choses au point le 7 août sur son organe central; «Il Comunista», sous le titre «La politique du parti communiste vise directement un but précis: la Révolution», dont nous donnons ci-dessous quelques extraits (Ndir)]

«Les dispositions claires et précises qui ont été prises pour l'encadrement

*militaire du Parti n'ont pas été une discipline sportive: elles correspondent à un travail commencé il y a des mois et des mois dans les rangs de la jeunesse communiste. Malgré ces dispositions, plusieurs camarades et quelques organisations du parti insistent pour proposer (parfois réaliser) la participation des communistes, jeunes ou adultes, à d'autres formations militaires constituées sur une initiative étrangère à celle de notre parti, comme les **Arditi del Popolo**: au lieu de développer leur travail dans le sens indiqué, ils vont même jusqu'à prendre l'initiative de constituer des groupes locaux des **Arditi del Popolo**.*

Nous rappelons tous ces camarades à la discipline et déplorons que des militants communistes qui doivent en toutes circonstances faire preuve de sang-froid et de fermeté autant que d'esprit de décision révolutionnaire se laissent guider par des considérations romantiques et sentimentales qui peuvent conduire à des erreurs graves et avoir des conséquences dangereuses.

*(...) Etant la forme extrême et la plus délicate de l'organisation prolétarienne, l'organisation militaire doit présenter le maximum de discipline et reposer sur la base du Parti. Son organisation doit dépendre strictement de l'organisation politique du parti de classe. L'organisation des **Arditi del Popolo**, elle, dépend d'organes dirigeants mal définis. Leur centrale nationale, dont il est difficile de repérer l'origine, prétendait récemment dans un communiqué être au dessus des partis et invitait les partis politiques à se désintéresser «de l'encadrement militaire du peuple travailleur sur le plan technique». Le contrôle et la direction de celui-ci resteraient ainsi dans les mains de pouvoirs mal définis et seraient du même coup soustraits à l'influence de notre parti. Or le Parti communiste se propose par définition d'encadrer et de diriger l'action révolutionnaire des masses: il y a donc là une évidente et criante incompatibilité.*

*Outre la question d'organisation et de discipline, il y a la question du programme. Les **Arditi del Popolo** insistent beaucoup plus sur la nécessité de constituer une organisation que sur les objectifs et les buts qu'elle vise, ce qui représente des dangers faciles à comprendre. A ce qu'il semble, néanmoins, s'ils veulent réaliser la réaction prolétarienne aux excès du fascisme, c'est dans le but de rétablir «l'ordre et la vie sociale normale». L'objectif des communistes est bien différent: ils tendent à conduire la lutte prolétarienne à la victoire révolutionnaire; ils nient qu'il puisse exister une vie sociale normale et pacifique avant que le conflit de classe, parvenu aujourd'hui à sa phase extrême et décisive, ait été révolutionnairement dénoué. Ils se placent donc du point de vue de l'antithèse irréductible entre dictature de la réaction bourgeoise et offensive des travailleurs et en révèle le caractère insidieux et défaitiste. Les travailleurs sont en effet frappés non seulement par la violence matérielle du fascisme, mais aussi par toutes les conséquences de l'exaspération extrême du régime d'exploitation et d'oppression, dont la brutalité des chemises noires n'est qu'une manifestation inséparable de toutes les autres.*

Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler ces considérations à des communistes, car la pratique en confirme et en confirmera toujours davantage

la justesse. C'est sur cette base que les organes centraux du Parti communiste ont pris l'initiative de constituer une organisation militaire prolétarienne et communiste indépendante, sans se laisser détourner de cette voie par d'autres initiatives qui, tant qu'elles n'agiront pas dans le même sens que la nôtre, ne pourront naturellement pas être considérées comme hostiles, mais dont la plus grande popularité apparente ne saurait nous détourner de la tâche spécifique que nous avons à assumer contre une série d'ennemis - et de faux amis d'aujourd'hui et de demain (...).»

Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne

(2ème partie parue dans le «prolétaire no 439»,
Janv.-Févr.-mars 1997)

Nous avons donné dans notre dernier n° quelques exemples de l'orientation **classiste** avec laquelle le Parti Communiste d'Italie, dirigé par notre courant, avait engagé la lutte contre le fascisme, considéré comme l'instrument suprême de la classe bourgeoise dans l'affrontement avec le prolétariat et non comme une résurgence de tendances archaïques menaçant les progrès de la civilisation démocratiques. Nous n'avons pas la place de décrire de façon détaillée l'attitude du Parti Socialiste, attitude qui préfigura celle prise par la suite non seulement par tous les sociaux-démocrates mais par tous les démocrates anti-fascistes: refus et sabotage de toute action autonome de la classe ouvrière, alliance interclassiste pour défendre la «légalité», la «démocratie», la «paix civile», etc., bref pour défendre une forme particulière de la domination de la classe bourgeoise et prévenir tout risque d'action prolétarienne révolutionnaire. Nous rappellerons donc seulement les événements cruciaux et les leçons fondamentales, que nous en tirons, à l'**opposé** de celles de l'antifascisme démocratique.

LE RÔLE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Après les élections de mai 1921 où les fascistes réussirent à faire élire 35 députés, un regain d'attaques fascistes contre le prolétariat se déclencha au début de l'été, faisant des dizaines de morts; en 6 mois 17 journaux ouvriers avaient été détruits, 29 Maisons du Peuple, 110 Bourses du Travail, 83 sièges de ligues paysannes, 151 cercles ou sièges de partis prolétariens avaient été détruits. Que faisaient les socialistes pendant ce temps? **Ils négociaient avec les fascistes**, et plus les attaques des bandes noires seront féroces, plus ils se montreront pressés d'aboutir. Le fait peut paraître inouï, mais l'explication est simple: les socialistes sont des **parlementaires**, et puisque désormais les fascistes sont représentés au parlement, ils s'imaginent que par des conversations entre députés, on peut leur faire entendre raison.

Mais si les fascistes se préparaient à une métamorphose, ce n'est pas à celle que les socialistes escomptaient. Formant jusque là un réseau assez lâche de groupes armés et mal disciplinés, opérant à l'échelle locale ou régionale et bien souvent imbus de prétentions innovatrices ou même «révolutionnaires», il est sur le point de se transformer en **parti centralisé** (formation du Parti National Fasciste en novembre 1921). Ce parti n'est pas seulement légalitaire et parlementaire comme tous les autres, il est aussi illégal et matraqueur. Composé à la fois de députés et d'hommes de main, de gentlemen en gibus et de voyous en chemise noire, il présente un double aspect qui répond au double aspect de l'Etat bourgeois lui-même, avec sa façade de démocratie politique et sa fonction réelle de répression de classe. Tel qu'il est, il constitue le parti **unitaire** de la bourgeoisie, et c'est en tant que seul parti capable de fournir à l'Etat un appareil répressif et bureaucratique supplémentaire qu'il pose désormais sa candidature au gouvernement. Pour y accéder il n'a nul besoin d'une «révolution», comme le prouva sa très légale «marche sur Rome» en 1922, et il sait qu'une fois au pouvoir, il pourra compter sur l'appui de l'**écrasante** majorité des partis traditionnels démocratiques, gouvernementaux et extra-gouvernementaux.

Tout ceci ne signifiait nullement que le fascisme renonçait à la violence **contre le prolétariat**: simplement il avait trouvé dans le Parlement une «couverture» idéale à son action armée, et du même coup un **alibi** prouvant sa respectabilité démocratique.

En «acceptant» de négocier avec les socialistes, il visait uniquement à désarmer et désorienter les prolétaires, comptant bien que le PSI et la CGT leur lierait les mains. Aveuglé par son pacifisme social, le PSI ne voit rien, ne prévoit rien; et si, face au prolétariat, le rôle qu'il joue est ignoble et criminel par ses effets démobilisateurs, face au fascisme, il est pitoyable, tant il est clair que, sur le terrain de la négociation c'est ce dernier qui part nécessairement gagnant.

Les négociations se dérouleront discrètement, seront présentées tout d'abord comme des «initiatives privées», mais les socialistes feront circuler la rumeur

que les communistes y participent, bien évidemment pour troubler les prolétaires. Le PC d'I. publie des mises au point, par exemple:

«Contre la paix fasciste

Cohérent avec les principes et la tactique communistes, le Parti communiste d'Italie n'a pas besoin de déclarer qu'il n'a rien de commun avec les ententes entre socialistes et fascistes que les premiers ont reconnues et démenties seulement entre ce qui concerne les termes de l'accord. Il dénonce devant le prolétariat l'attitude des socialistes dont il se réserve d'illustrer la honteuse signification. Puisque, selon des bruits qui n'ont pas été démentis, la CGT se chargerait de représenter dans les négociations et dans les engagements qui en découleront tous les syndiqués, y compris les communistes organisés dans ses rangs, le PC d'Italie déclare absurde la prétention des dirigeants confédéraux de représenter la minorité communiste qui milite au sein des syndicats dans le but de faire pièce à l'orientation opportuniste et contre-révolutionnaire de ceux-ci, sur le terrain d'une action nettement politique (Il Comunista, 10/7/21).»

Le 3 août le «Pacte de pacification» est signé officiellement entre les représentants du PSI, de la CGT et des fascistes en présence du président du Parlement qui en est co-signataire. Les points principaux en sont les suivants:

«Les représentation sus-mentionnées s'engagent à oeuvrer immédiatement en sorte que les menaces, voies de fait, représailles, punitions, vengeances, violences personnelles de quelque espèce que ce soit cessent sur le champ. Les insignes, emblèmes et drapeaux de l'une et l'autre partie seront respectés (NdlR: de quoi se préoccupent ces Messieurs, en cette époque sanglante!). Les deux parties s'engagent à respecter leurs organisations économiques respectives (NdlR: la CGT et le PSI reconnaissent ainsi le syndicats fascistes naissants!). Les deux représentations désavouent et déplorent par avance toute action ou comportement constituant une violation du présent engagement et accord».

L'hypocrisie social-démocrate était telle qu'au même moment où se déroulaient les négociations secrètes entre fascistes et socialistes, le PSI envoyait une délégation au IIIe Congrès de l'Internationale Communiste pour y demander son adhésion! Cette demande fut repoussée, mais la direction de l'Internationale, déjà à la recherche d'expédients pour accélérer l'audience des communistes et suspectant du «sectarisme» dans l'intransigeance du PC d'I., crut bon de déclarer, après le Congrès, qu'elle était prête à admettre le PSI, pourvu qu'il expulse son aile droite. La signature du pacte avec les fascistes constitua la réponse du PSI...

AUCUNE TRÊVE

Ce pacte impliquait quelque chose de pire encore qu'un engagement à désarmer les forces prolétariennes: un engagement à les abandonner à la violence

répressive de l'Etat, considérée comme «légitime». Il ne signifiait pas seulement: *Jetons les armes!* Mais: *Etat, empêche par les armes toute lutte armée!* Puisqu'un seul parti, le Parti communiste, repousse l'invitation à la trêve, ton devoir, Etat bien-aimé est de le contraindre à l'observer. Le président du Conseil, le renégat du socialisme Bonomi, exclu du PSI en 1912 pour avoir soutenu la guerre contre la Libye, envoya une circulaire aux préfets pour avertir que même ceux qui n'avaient pas signé le pacte de pacification devaient respecter la loi et prendre la voie du désarmement et de la renonciation à la lutte. Le 14 août *Il Comunista*, le quotidien du PC d'I répondait aux appels à la trêve:

«L'absent

*L'idée dont s'inspire l'appel aux masses ou aux autorités politiques est le suivant: le pacte signé à Rome engage les partis à la pacification et au désarmement. Là est... l'erreur. Nous le regrettons pour M. Bonomi et ses préfets, mais si nous, communistes, nous ne nous sommes pas rendus à Rome, ce n'est pas pour éviter l'inconvénient ou les frais du voyage, mais parce que nous savons bien que ni aujourd'hui, ni demain, les classes ne pourront se réconcilier et se pacifier et que **l'illusion d'une trêve dans la guerre de classe enlève au parti politique de la classe ouvrière le droit de conduire le prolétariat à la révolution.***

*Nous nous sommes abstenus parce que les principes et la tactique communistes ne tolèrent ni trêve ni ménagements dans la lutte de classe, parce que nous devons interpréter historiquement l'ensemble des aspirations politiques et économiques des classes travailleuses, même si cela doit nous valoir une impopularité momentanée. Il est naturel que l'Etat voie avec sympathie une campagne comme celle des socialistes pour le retour à la légalité et au respect de la loi. Mais nous qui sommes contre la loi et qui savons qu'en régime bourgeois, **la normalité équivaut au raffermissement de l'autorité de la classe dominante aux dépens des conquêtes ouvrières et de la préparation révolutionnaire du prolétariat**, nous devons être bannis de la société bourgeoise en tant qu'ennemis de ses institutions et de tous ceux qui sont ses complices.*

Avec sa récente circulaire, la président du Conseil nous a rendu un excellent service, puisqu'il a justement indiqué de quelle façon il fallait frapper le parti absent des tractations pour le retour à la paix sociale après la signature entre les «pacificateurs».

Mais l'absent dit aux socialistes et aux fascistes, au gouvernement et à tous les partis de la bourgeoisie la chose suivante:

Le programme communiste et la tactique des communistes aussi bien face à la classe bourgeoise que face aux social-traitres restent inchangés.

Le Parti communiste continue légalement et illégalement sa propagande pour la préparation révolutionnaire et l'organisation du prolé-

tariat.

L'action du Parti communiste vise au renversement de l'Etat bourgeois au moyen de l'insurrection de la classe ouvrière.

Il n'est pas prouvé que la suppression des chefs communistes nuise gravement à l'avenir de la révolution. Que les socialistes et le gouvernement, les fascistes et la police fassent tout ce qu'ils voudront pour nous enlever notre liberté de propagande et d'action. Ils en ont le droit, et, de leur point de vue, le devoir. Il serait curieux qu'ils laissent à un parti la liberté d'attenter impunément à la vie de l'Etat bourgeois. Mais nous déclarons clairement à ceux qui, hier et aujourd'hui, ont trahi et trahissent la classe ouvrière, aux Bonomi, aux Mussolini et aux Bacci (1) que nous nous moquons superlativement de leurs sanctions et punitions imbéciles.

Nous nous moquons des lois qu'ils respectent ou qu'ils dictent. Nous sommes contre leurs lois. C'est pour cela que nous sommes restés absents de leur honteux marché. C'est pour cela que nous restons seuls, peu nombreux, mais forts, très forts, invincibles: parce que nous ne voulons pas d'une trêve de vaincus, parce que nous ne demandons pas de trêve aux lâches.

Ainsi parle l'absent. Qui attend tranquillement que les espions sociaux-démocrates le dénoncent aux mercenaires et aux policiers.»

PAS DE FRONT UNIQUE AVEC LES SOCIAUX-DÉMOCRATES

«Ce n'était pas là paroles lancées à la légère, de simples phrases à effet. Si pour les socialistes le mois d'août fut le mois du renoncement, pour le PC d'I. il

(1) Mussolini, le chef des fascistes, avait été un des dirigeants de la majorité «intransigeante» du PSI, qui, avec Bacci, avait exclu Bonomi en 1912. Il fut lui-même exclu, lorsque, après avoir reçu de l'argent du gouvernement français (amené par le socialiste français Cachin qui deviendra ensuite une figure emblématique du parti stalinien français), il publia un journal appelant à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de la France. En 1921 les deux premiers se trouvaient à la tête des forces légales et extra-légales de la conservation bourgeoise. Quant à Bacci il serrait la main à Mussolini au nom du désarmement de la lutte sociale et appelait au rôle d'arbitre impartial de la pacification (vraie pacte de Judas!) Bonomi en personne: tôt ou tard les renégats doivent se trouver réunis! 24 ans plus tard, en 1945 on retrouvera au sommet de la «démocratie renouée» issue de l'anti-fascisme et chargée de garantir le bon fonctionnement capitaliste, Bonomi, un autre socialiste à la place de Bacci, et en plus, Togliatti, le chef du parti pseudo-communiste. Accident fortuit et imprévisible? Non détermination objective. En utilisant la dialectique marxiste la Gauche communiste avait bien prévu qu'en assouplissant la tactique sous prétexte de récupérer à la cause révolutionnaire les socialistes qui lui avaient tourné le dos, on finirait par tomber plus bas qu'eux!

marqua au contraire le développement accéléré d'une activité intense, d'une véritable offensive contre le pacifisme poltron des conciliateurs et d'une organisation politique et militaire des forces prolétariennes.

Dans le camp bourgeois, l'offensive armée contre le prolétariat accompagnait une offensive patronale dirigée contre les salaires et les contrats de travail, et du même coup contre les organisations de défense économique des travailleurs. De la même façon, l'activité militaire du Parti communiste accompagnait une vigoureuse campagne en faveur du **front unique syndical** que les prolétaires de toutes obédiences politiques devaient opposer au front patronal pour défendre leur pain et résister à l'allongement de la journée de travail. Il fallait que, bon gré, mal gré, les «chefs ouvriers» transforment les Bourses du Travail en centres de résistance, et, si possible, de contre-attaques prolétariennes. Il fallait que tous les ouvriers soient unis dans la défense de leurs conditions de vie **dans le présent** pour qu'ils puissent se retrouver unis dans l'assaut au régime capitaliste lui-même **dans l'avenir**. Ces deux actions d'attaques militaires d'une part, de défense et de contre-attaque sur le plan revendicatif de l'autre, se complétaient comme deux aspects d'une seule et même action dérivant de l'**initiative révolutionnaire du Parti** et visant la **préparation révolutionnaire de la classe**. Si l'indépendance politique était nécessaire au Parti, c'est que l'unité de lutte et d'organisation est nécessaire à la classe: les deux choses non seulement ne se contredisaient pas, **mais se conditionnaient réciproquement**. En se refusant aux ententes politiques, en repoussant la formule du «front unique politique» qui était devenu le nouveau credo de la direction de l'Internationale, les communistes d'Italie n'entendaient nullement s'enfermer dans un «splendeur d'isolement» et dans un dédain arrogant à l'égard des épisodes de guerre sociale ouverte, quels qu'en fussent les protagonistes. Ils expliquaient clairement que si l'indépendance politique était le **moyen**, le **but** était l'union de toute la classe ouvrière dans l'action:

«La valeur de l'isolement

Nous affirmons qu'en général, le mouvement communiste doit refuser toute entente organisationnelle avec les mouvements qui ne se préparent pas à affronter les exigences de la lutte décisive... Nous expliquons de façon très claire ce que nous entendons par «entente organisationnelle». Toute action a besoin de préparation, donc d'organisation, et, partant, de discipline. Nous déclarons que les communistes ne peuvent à la fois observer la discipline de leur parti et s'engager à exécuter les directives d'un «commandement unique» constitué par les délégués de divers partis.

Il faut pourtant noter que le fait d'exclure les ententes organisationnelles ne signifie pas exclure du même coup toute action parallèle des communistes et d'autres forces politiques dans la même direction; ce qu'il faut c'est conserver le contrôle entier de nos forces pour le moment où les

alliances transitoires pourront et devront être dénoncées, c'est-à-dire où le problème révolutionnaire se posera dans toute son acuité. Nous ne discuterons pas ici l'hypothèse selon laquelle, nous, communistes, nous pourrions conclure les ententes organisatives avec l'intention de les trahir ultérieurement ou des les exploiter à notre avantage à la première occasion. Si nous repoussons cette tactique, ce n'est pas par scrupules moraux, mais parce qu'en raison même du «confusionnisme révolutionnaire» qui règne même au sein des masses qui suivent notre parti, pareil jeu serait trop dangereux et parce que la manoeuvre de dégagement ne pourrait que se retourner contre nous. Pour préparer les masses à la sévère discipline de l'action révolutionnaire, il faut une extrême clarté dans les attitudes et les mouvements et il est donc nécessaire de nous placer dès le début sur une plate-forme bien définie et sûre: la nôtre».

Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne

(3ème partie parue dans le «prolétaire no 440»,
Avr.-Mai-Juin 1997)

Nous avons vu dans le dernier n° que le Parti Communiste d'Italie refusait le Front Unique avec le Parti Socialiste Italien, signataire aux côtés des fascistes et des représentants de l'Etat bourgeois du honteux «Pacte de pacification» destiné à désarmer la classe ouvrière face aux attaques, légales ou extra-légales, de la réaction bourgeoise; au début de 1922 le PSI tenta de favoriser la formation d'un gouvernement capable de «restituer au Pays les conditions indispensables d'une coexistence pacifique des classes». Cela ne signifie en aucune façon que la direction du Parti Communiste d'Italie, par purisme ou sectarisme, maintenait celui-ci dans une espèce de tour d'ivoire, comme par la suite centristes et staliniens ne cessèrent de l'en accuser. Au contraire, le Parti faisait tous ses efforts pour arriver à l'unité la plus large du prolétariat; mais, pour être réelle et effective, cette unité devait être basée sur la lutte en défense des intérêts immédiats, économiques et autres, communs à toute la classe et compréhensibles par tout prolétaire, et non sur d'inévitablement illusoire accords politiques au sommet entre communistes et socialistes, c'est-à-dire entre partisans de la révolution et adversaires

de celle-ci. C'était la différence entre le front uni à la base tel que nous l'entendions et le front uni politique tel que l'Internationale le mettra en application avec toutes ses conséquences désastreuses. (Les textes et documents que nous citons - de façon malheureusement abrégée ou partielle - sont tirés, sauf indication contraire, de Programme Communiste n° 46 et 47).

POUR UN FRONT PROLÉTARIEN DE LUTTE

Les socialistes avaient affirmé que le pacte de pacification marquerait *«le début de la désagrégation des forces fascistes»* (Avanti, 9/8/21). Moins d'un mois s'était écoulé que l'offensive des chemises noires reprenait, plus que jamais soutenues par l'Etat et favorisées par le désarroi d'une partie de la classe ouvrière abusée par l'action pacifiste des socialistes. En août les petits épisodes de violence se multiplièrent, avant de faire place, en septembre, à une offensive de grand style. Le 10 septembre, lors de la «marche sur Ravenne», 3000 chemises noires parfaitement équipées, armées et encadrées mirent à feu et à sang les campagnes romagnoles; le gouvernement laissa faire. C'est seulement le 27 septembre, après la mort de 7 fascistes après une échauffourée avec la Garde royale qu'il lança un décret interdisant le port d'armes et les déplacements en autocars d'une province à l'autre, qui eut pour **unique** effet de désarmer les ouvriers et les paysans. Il faudra cependant encore 10 mois pour que Ravenne soit conquise par les fascistes, grâce à l'action défaitiste du PSI et de la CGL. Fin septembre, le PSI refuse de s'associer au déclenchement d'une action nationale de protestation contre l'assassinat d'un député socialiste par les fascistes *«parce qu'il entend rester fidèle à son action de tout faire et de ne rien omettre de ce qui serait susceptible d'enrayer l'orgie de violence (...), c'est-à-dire non pas des protestations qui seraient l'occasion de violences nouvelles, mais une action consciente et tenace pour préparer la mobilisation civile des travailleurs»* ! Le PSI entendait probablement envoyer une énième pétition au gouvernement Bonomi; fin octobre, ce gouvernement que les socialistes ne jugeaient pas assez «fort», lance une circulaire ordonnant l'envoi d'environ 60.000 officiers en cours de démobilisation dans les centres d'entraînement les plus importants avec obligation de s'inscrire aux groupes d'assaut fascistes dont ils devaient prendre le commandement avec un salaire égal à 80% de leur solde antérieure. Il n'en fallait pas moins pour accélérer le processus de centralisation et de discipline déjà amorcé des groupes d'assaut et parachever la transformation des fascistes en instrument de défense de la classe bourgeoise parallèle à l'Etat lui-même.

Pendant que le fascisme se renforce, que les groupes d'assaut attendent que la putréfaction du PSI et de la CGL ait détruit l'ultime capacité de résistance des centres ouvriers ou même leur en ait ouvert la porte (il faudra attendre encore un an pour cela), l'attaque patronale se déclenche de façon systématique. Les 4

derniers mois de 1921 sont marqués par une foule d'agitations que l'opportunisme dirigeant la CGL réussit à enfermer dans un cadre régional: grève nationale des ouvriers du textile et les travailleurs du bois en août et septembre, suivis par les métallurgistes de Lombardie. Lorsque ces grèves ont pris fin, ce sont les métallurgistes de Ligurie et Vénétie qui prennent le tour. La grève des métaux de Vénétie est à peine finie que l'assassinat d'un typographe à Trieste y déclenche une grève générale que les chefs syndicaux réussissent à arrêter au bout de 24 heures; en même temps se produit la grève générale anti-fasciste de Rome de novembre à laquelle la CGL met fin tandis que celle des cheminots du midi continue; on peut citer encore la grève générale à Naples, la grève de Turin, etc. Ce sont ces faits qui donnent toute sa valeur à la campagne pour le front unique syndical mené par le PC d'I. et qui est parallèle à sa campagne pour l'encadrement militaire des ouvriers. Mais le PSI qui a signé le pacte de pacification avec les fascistes, n'a aucune envie de répondre aux appels communistes pour l'unité syndicale et pour l'unification de toutes les luttes ouvrières autour d'une plate-forme revendicative nationale pour la défense du salaire, des 8 heures, des contrats en vigueur, de l'organisation économique des chômeurs.

Pendant la deuxième moitié de 1921, on assiste indéniablement à un durcissement et à une réorganisation de la défense ouvrière sur tous les fronts malgré l'action défaitiste du PSI et de la CGL. C'est la vigueur de la résistance ouvrière, beaucoup plus forte qu'il ne l'avait prévu, et insurmontable dans les grands centres qui contraignent l'ennemi à concentrer ses propres forces. Jusqu'en août 1922, il restera confiné en province et dans les zones agraires et ne réussira à en sortir, au prix d'un grand effort, qu'avec l'aide de l'Etat et des traîtres sociaux-démocrates. Alors que les chefs socialistes avaient annoncé la décomposition des fascistes, ces derniers non seulement n'avaient pas abandonné les armes après la signature du pacte de pacification, mais s'étaient renforcés grâce à lui et avaient accentué leurs attaques contre le prolétariat. Cependant le prolétariat lui-même résistait et parfois même avait la force de passer à la contre-offensive sous l'action anti-pacifiste des communistes.

C'est ainsi qu'à Rome en novembre 21 les prolétaires soutenus et dirigés par le Parti communiste portaient un coup retentissant aux fascistes qui venaient y tenir leur congrès; ceux-ci en tireront la leçon en évitant désormais d'attaquer de front les centres ouvriers. Le 9 novembre un groupe d'assaut fasciste arrivant à la gare ouvre le feu sur des cheminots. Le «Comité de défense» formé par les 2 Bourses du Travail décide finalement devant l'indignation prolétarienne de déclencher une grève générale, tout en lui donnant un caractère légaliste. C'est seulement sous la pression vigoureuse des communistes que le Comité décide d'appeler à une grève générale illimitée jusqu'à ce que les fascistes aient quitté la ville. En dépit des menaces du gouvernement et de l'intervention des Gardes royaux pour tenter de faire circuler les trains et des ultimatums fascistes, la grève fut générale pendant 5 jours et s'étendit aux cheminots du midi. Finalement, après des affrontements qui firent 4 morts et 115 blessés parmi les ouvriers (dont

41 communistes), les fascistes durent quitter la capitale à la sauvette. Et quand le 24 mai de l'année suivante, les matraqueurs fascistes tentèrent encore de se rendre maîtres de Rome, c'est à nouveau des quartiers prolétariens que partira l'étincelle d'une contre-offensive qui les boulera de la ville au milieu de la fureur populaire.

Tout cela prouve ce dont les prolétaires sont capables quand la lutte est menée jusqu'au bout, sans limites ni hésitations, à visage découvert, comme le préconisait le Parti communiste. Cette lutte à Rome avait été rendu possible par l'action du Parti Communiste qui depuis plusieurs mois s'efforçait de mobiliser les prolétaires dans une lutte unitaire contre les attaques tant patronales que fascistes. Pendant le Troisième Congrès de l'Internationale (juillet 21), Lénine cita en exemple de ce que devait être la tactique correcte, l'organisation, à l'initiative du Parti Communiste, d'une manifestation à Rome contre les fascistes qui avait réuni 50.000 ouvriers - de tendance communiste, socialiste ou républicaine - et 5000 anciens combattants en uniforme (1).

L'«ALLIANCE DU TRAVAIL»

La possibilité d'allier l'indispensable intransigeance politique avec la recherche de l'unité du front de lutte prolétarien est illustrée par l'activité du Parti Communiste d'Italie sur la question de l'«Alliance du Travail», véritable Front Unique syndical regroupant le syndicat majoritaire CGL (à direction socialiste), le syndicat des cheminots et le syndicat anarchiste USI. Pour éviter tout malentendu, il est indispensable de préciser que ces différents syndicats - tout comme leurs homologues dans les autres pays -, même s'ils étaient dirigés par des bonzes aspirant à la paix sociale ou par des non communistes toujours prêts au compromis avec les patrons ou l'Etat, étaient cependant encore d'authentiques **syndicats de classe**. C'est bien pourquoi le fascisme les détruira et que la démocratie, héritière du fascisme, admettra leur reconstitution formelle, mais en les vidant de tout contenu classiste en les liant par mille fils aux institutions et structures de l'Etat bourgeois. Chose qui serait absurde aujourd'hui, il fallait donc à cette époque se donner l'objectif, non de désertir comme le voulaient les «gauchistes» du parti allemand K.A.P.D. qui préconisaient la constitution de nouveaux «syndicats rouges», mais de **conquérir** ces syndicats qui regroupaient les grandes masses et d'en chasser, fût-ce «à coups de bâton», les bonzes vendus

(1) cf son «Discours à la conférence des membres des délégations allemande, polonaise, tchécoslovaque, hongroise et italienne du 11 juillet 1921» (Tome 42, p.338 et suivantes). Nous citons cette appréciation parce que le IIIe Congrès connut une lutte de Lénine et les autres dirigeants bolchéviques contre un infantilisme de gauche («théorie de l'offensive»), auquel le PC d'Italie, dont les divergences avec l'Internationale étaient connues, fut souvent assimilé à tort.

à la bourgeoisie.

L'activité du P.C. est ainsi décrite dans un rapport adressé à l'Internationale en avril-mai 1922 qui est à la fois une défense de son action et une critique de certaines orientations en vogue à Moscou (2):

«Histoire de la tactique suivie jusqu'ici par le Parti.

Le P.C. d'I., né à un moment très difficile, a du tout d'abord consacré la plus grande partie de son attention au travail d'organisation interne, et dans cette période, tout en travaillant et en faisant sa propagande partout, a mené une tactique d'action indépendante pour la conquête de positions par le parti contre tous les autres partis.

Mais dès les premiers instants les conceptions tactiques du parti n'ont rien eu à voir avec les légendaires tendances volontaristes et putchistes qui lui sont parfois attribuées. Conscient d'être un parti de minorité, le P.C. d'I. n'a jamais cru qu'il était possible de préparer avec les forces encadrées directement par lui, le coup de main pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. Ce n'est pas dans cette illusion, mais en raison de la nécessité même de son existence et de sa pénétration dans les masses que le P.C. d'I. a constitué son encadrement militaire et qu'il a mené et qu'il mène des actions de guérillas contre les forces bourgeoises.

La tactique du P.C. d'I. a été complètement marxiste et son développement est en accord complet avec les résolutions du IIIe Congrès, qui ne sont pas une modification de tactique de l'I.C., mais qui représentent la véritable expérience des luttes prolétariennes dont dispose le mouvement communiste marxiste en Italie comme ailleurs, et qui se distingue nettement du révolutionnarisme romantique de certains groupes extrémistes. Preuve en est le contraste entre notre parti et les syndicalistes et anarchistes italiens.

Notre parti a donc tout de suite compris qu'une condition pour la réalisation de son programme révolutionnaire était «la conquête des grandes masses». En constituant à Livourne le «vrai» parti communiste, et en l'organisant sur des bases solides, on ne s'était donné que l'une des conditions révolutionnaires: il fallait réaliser l'autre, encadrer autour de ce parti la grande masse des prolétaires, dans ses couches les plus combattives.

Entre parenthèses: si nous repoussons la formule selon laquelle il faut conquérir la «majorité» du prolétariat, et si nous tenons à ce que ne soit pas dévaluée la fonction de réactif des minorités d'avant-garde

(2) cf «Storia della Sinistra Comunista», vol. IV, p.355.

organisées, nous croyons ne faire par là que préciser, sans en nier l'esprit, la portée de la tactique marxiste du IIIe Congrès.

La preuve de cette bonne orientation tactique du parti réside dans le fait qu'il a entrepris dès le début un travail syndical intense, dans lequel l'intervention constante dans toutes les questions même contingentes intéressant les travailleurs, s'accompagne de la claire directive révolutionnaire qui inspire tout son travail. Tout le parti, loin d'avoir des tendances à la K.A.P.D. pour la scission syndicale (3), fait sien le mot d'ordre de l'unification syndicale du prolétariat italien.

Mais le problème de toucher par notre propagandes les masses contrôlées par les socialistes et les anarchistes s'est immédiatement présenté à nous, et il fut réalisé en pratique avant même de recevoir les documents du IIIe Congrès et du Congrès des syndicats rouges. L'étude de la situation italienne nous dicta notre plan tactique; mais loin de le suivre inconsciemment comme le suppose à tort le camarade Zinoviev dans son texte, nous l'avons nous mêmes élaboré et diffusé parmi les masses, en tenant compte naturellement des dispositions et des tendances de celle-ci. C'est de l'été 1921 que date la proposition formelle du Comité Syndical Communiste aux grandes organisations syndicales d'une action générale contre l'offensive patronale, conçue comme une grève nationale de toutes les catégories dirigée par une coalition de tous les syndicats. L'histoire de l'accueil fait à notre proposition se résume en quelques mots: obstructionnisme inflexible de la part des chefs syndicaux, sympathie toujours plus grande parmi les masses.

Avec cette proposition nous sommes devenus les initiateurs du front unique prolétarien, et dans le même temps, nous n'avons pas interrompu mais intensifié notre travail pour arracher des positions aux socialistes et aux anarchistes.

(...) Le développement de cette campagne a conduit à la formation de l'Alliance du Travail, qui comprend les grands syndicats nationaux. L'initiative fut prise en février par le Syndicat des Cheminots, qui avant de convoquer le syndicats voulut convoquer les partis dans le seul but d'information sur la proposition d'alliance des syndicats. (...) Nous nous sommes contentés d'envoyer aux cheminots une lettre disant que nous

(3) Le K.A.P.D. était le Parti Communiste Ouvrier Allemand, scission de gauche du PC officiel.

Il préconisait l'abandon des syndicats traditionnels et la création de nouveaux syndicats sur des bases révolutionnaires. Cette orientation était justement combattue par l'Internationale car elle revenait à isoler les révolutionnaires des grandes masses présentes dans les syndicats classiques et à laisser celles-ci sous l'influence des bonzes syndicaux réformistes.

étions les initiateurs de l'Alliance syndicale et que celle-ci pouvait compter sur la discipline des communistes. L'initiative des cheminots coïncidait avec la crise ministérielle (...). Il était évident que les socialistes voulaient alors former un bloc prolétarien pour s'en servir afin de faire pression pour un gouvernement «de gauche».

La position indépendante du parti en tant que tel avait comme objectif de nous permettre de lutter contre ce plan en attaquant y compris l'Alliance du Travail au cas où elle dévierait de ses buts, sans toutefois en rompre l'organisation et la discipline comme coalition d'organisations de masse. Le plan d'un «gouvernement meilleur» en Italie se traduit par une propagande du défaitisme parmi les masses, parce qu'il est présenté comme un moyen pour éliminer le fascisme et la réaction, invitant le prolétariat à abandonner toute résistance active. Donc si nous considérons utile que cette alternative se réalise, avant tout pour enlever au prolétariat cette ultime illusion et liquider l'influence des sociaux-démocrates, la tactique qui s'impose est celle de notre indépendance et de notre opposition constante à ce plan.

D'autre part, la constitution de l'Alliance du Travail était une concession faite à l'esprit d'unité d'action qui avait gagné les grandes masses, concession qui était faite par les éléments de droite précisément pour diminuer la pression de celles-ci et différer le moment où l'action se serait imposée. Nous devons lutter contre le danger que l'Alliance engourdisse les masses dans l'inaction. Donc dans le front unique nous était nécessaire non une position de compromis réciproque qui lie notre action à une formule commune, mais une liberté d'action et de propagande absolue **qui ne soit pas menacée chaque jour par un chantage à la rupture.**

Les socialistes et les anarchistes ayant été conduits à faire ce pas irrévocable de l'Alliance syndicale, qui se manifeste par des convocations de comités et de rassemblements de masse, nous avons élaboré les directives pour une propagande systématique, qui tende à agiter le contenu effectif d'action qui, selon les communistes, doit être donné à l'Alliance. Dans un manifeste du mois de mars nous en avons résumé les points fondamentaux. Pour ce qui est des **objectifs**, nous mettons en avant une série de revendications concrètes contre les manifestations tant économiques que politiques de l'offensive [patronale], parmi lesquelles en première ligne celle que les socialistes n'accepte pas: le refus de la réduction des salaires - en ce qui concerne les **moyens**, nous avançons la grève générale nationale - et pour l'**organisation** de l'Alliance, nous demandons que celle-ci soit élargie sur la base d'une représentation directe des masses, avec de larges comités locaux où sont représentés tous les syndicats et avec la convocation d'un congrès national de l'Alliance du Travail (...) ».

INCONSISTANCE ET TRAHISON SOCIALISTES

Après l'échec de la tentative de constitution d'un gouvernement de gauche, un gouvernement bourgeois «libéral» est institué fin février 1922, grâce à l'abstention opportune des députés socialistes. En mai l'offensive des bandes fascistes reprend: le 1er mai elles occupent Ferrare pendant 2 jours; le 20 elles bivouaquent à Rovigo; entre le 27 et le premier juin elles s'emparent pratiquement de Bologne qu'elles ne quittent qu'après avoir signé... une trêve avec le préfet et obtenu la suspension d'un décret interdisant le déplacement des fascistes d'une province à l'autre. Le 24 mai elles tentent de s'emparer à nouveau de Rome; la grève générale est immédiatement proclamée par l'Alliance du Travail, mais elle est décommandée le 26 à la suite de l'intervention du gouvernement. A l'occasion des événements de Bologne, le Parti communiste avait lancé un manifeste que nous reproduisons ci-dessous car c'est un bon exemple de la façon dont il entendait la lutte contre les patrons en général et contre les fascistes en particulier:

«PROLETAIRES! ORGANISEZ LE FRONT UNIQUE ET L'ACTION GENERALE POUR LA DEFENSE ET LA CONTRE-ATTAQUE CONTRE L'ENNEMI COMMUN!

Travailleurs, ouvriers et paysans d'Italie!

La réaction s'attaque avec une violence redoublée à vos positions et à vos organisations que votre ténacité et votre résistance ont maintenu sur pied grâce à des mois de lutte trouble et désespérée. Les ouvriers de Bologne, les fermiers et les ouvriers agricoles de sa région sont une fois de plus les premiers à résister à l'attaque adverse. On veut détruire les organisations qu'ils ont créées et péniblement défendues, on veut effacer jusqu'au souvenir des conquêtes et des droits du prolétariat.

Le matraquage, les blessures, l'assassinat, l'incendie, le saccage, la terreur se répandent dans des provinces entières: telles sont les armes employées contre le malheureux et héroïque prolétariat bolognais. Mais de Bologne, la vague de la guerre anti-prolétarienne ouverte se prépare à envahir d'autres provinces. On veut faire tomber une à une toutes les positions qui résistent encore et qui représentent pour vous une possibilité et une espérance de contre-attaque. En même temps les industriels lancent l'attaque contre les métallurgistes pour les soumettre une fois de plus par la force à leur volonté, s'imaginant pouvoir annuler les accords et les pactes garantissant les conquêtes des autres catégories ouvrières. une fois qu'ils seront venus à bout de l'avant-garde des métallurgistes.

Ouvriers et paysans!

Vos camarades, vos frères de Bologne, demandent votre aide! Vous savez que la lutte de Bologne vous concerne tous. Il faut stopper, dès le début, l'offensive de l'ennemi commun, il faut organiser contre elle

une action générale en appelant à la rescousse toutes les catégories du prolétariat d'Italie. Il ne faut pas permettre à l'ennemi de démanteler une à une les positions défensives du prolétariat, pendant que les masses ouvrières assistent avec une rage vaine au spectacle. Vous serez encore les plus forts si, à l'offensive des groupes armés et des industriels, vous savez opposer vos forces unies en un seul faisceau et organisées dans un **Front unique de contre-attaque prolétarienne**. Le Front unique de la défense et de la contre-attaque doit devenir une réalité! C'est ce que vous devez exiger des chefs des organisations syndicales dans lesquelles se rassemble toute la force de la classe travailleuse; c'est ce que vous devez exiger de l'Alliance qui s'est constituée précisément dans le but de préparer et de diriger la lutte pour la défense et la revanche. L'ennemi concentre toutes ses forces sur un point du front prolétarien pour l'enfoncer et écraser tout le reste de l'armée prolétarienne: il faut donc répondre à l'attaque par une action générale. Les hésitations, les doutes, les manoeuvres dilatoires de type parlementaire ne profitent qu'à l'ennemi. L'ennemi ne peut être arrêté qu'en lançant contre lui tout le poids de la masse ouvrière décidée à la lutte.

Travailleurs, ouvriers et paysans d'Italie!

Faites sentir aux organismes qui se sont attribués la charge de vous diriger que telle est votre volonté. Dans vos assemblées, dans vos réunions, dans vos meetings, mettez les chefs face à cette responsabilité et exigez d'eux que l'Alliance du Travail remplisse sa mission.

Ne permettez pas qu'une fois de plus l'attaque ennemie se développe grâce à votre inertie et votre dispersion. Signez entre vous un pacte nouveau d'alliance pour la lutte suprême; faites que surgisse de la base et s'impose irrésistiblement le front unique de toutes vos volontés et de toutes vos énergies. Ce mot d'ordre vous est donné par le P.C. d'Italie qui est prêt à lutter au premier rang parmi vous avec toutes ses forces.

Vive la solidarité avec le prolétariat bolognais et avec les métallurgistes, avant-garde de tous les ouvriers et de tous les paysans d'Italie! Vive l'action générale pour la contre-attaque du prolétariat des campagnes et des usines! Vive le front unique d'action et de lutte de toute la classe ouvrière!

Le C.E. du Parti Communiste d'Italie.»

Devant la poursuite des attaques fascistes et la reprise de la grève des métallurgistes, la CGL est contrainte à réunir d'urgence son Conseil national au début juillet. Les intentions de ses dirigeants socialistes du syndicat sont claires: arrêter la grève des métallos et favoriser les manoeuvres en cours du groupe parlementaire socialiste pour une solution gouvernementale (le gouvernement Facta venait de démissionner). De leur côté les communistes estiment que la grève en cours dans la métallurgie doit être le point de départ d'une action

d'ensemble débouchant sur une grève générale. Au Conseil national, c'est la motion de la direction dont la perspective essentielle est PS à autoriser son Groupe parlementaire à soutenir «*tout gouvernement garantissant la restauration des libertés élémentaires*» et les revendications immédiates du prolétariat qui l'emporte par 537.000 voix contre 250.000 à la motion communiste (chiffre d'ailleurs falsifiés) condamnant l'orientation attentiste des dirigeants «*comme contraire aux principes et aux exigences de la lutte de classe*» et appelant à la lutte générale.

Pendant tout le mois de juillet les exactions fascistes ne cessent de s'amplifier et s'approchent des grands centres industriels du nord, déclenchant des poussées de lutte ouvrière habituellement sabotées par les réformistes. L'effervescence prolétarienne est telle que l'Alliance du Travail se résout enfin à préparer la grève générale pour le premier août. Un «Comité d'action secret» est chargé de préparer dans une discrétion absolue ce qui apparaissait comme l'action décisive de la classe ouvrière et c'est l'appareil clandestin du PC qui est chargé de transmettre les consignes. La grève fut effectivement **totale**; cependant le gouvernement et les fascistes avaient pu prendre leurs dispositions pour en limiter les effets car un journal social-démocrate de droite avait vendu la mèche quelques jours auparavant.

Dès le 3 août l'Alliance du Travail décida l'arrêt de la grève. Mais la reprise du travail ne fut que partielle, car dans la plupart des villes industrielles l'ordre de reprise avait créé désarroi et confusion: à Milan, Gênes, Ancône, Parme, Bari et d'autres centres, la grève continue, s'accompagnant d'épisodes héroïques de lutte armée contre les forces coalisées de l'Etat et des fascistes. A Bari il fallut même l'intervention de la marine militaire pour déloger les ouvriers de la vieille ville; à Parme les ouvriers résistèrent plusieurs jours derrière les barricades aux attaques fascistes. A Gênes et à Ancône la résistance fut aussi violente. Mais en dépit de ces combats d'arrière-garde, la grève générale se terminait sur une défaite de la classe ouvrière. C'est cette défaite qui est la véritable cause de la prise du pouvoir par les fascistes.

Comme le rappelait le Parti Communiste la grève n'avait pas été brisée par les fascistes (les fascistes avaient lancé un soi-disant «ultimatum» pour la reprise du travail sous 48 heures), mais par ceux qui en étaient à la tête, par les dirigeants socialistes de la CGL. L'Alliance du Travail avait proclamé la grève générale pour la faire coïncider, à la demande du Parti Socialiste, non avec un épisode retentissant de la lutte prolétarienne, mais avec une trouble manoeuvre parlementaire. Le Parti communiste avait demandé que l'opportunité et la nécessité de la grève soient proclamées à l'avance, l'ordre précis étant donné ensuite de façon secrète, pour qu'elle ne constitue pas une surprise pour le prolétariat, mais le trouve matériellement préparé. L'Alliance du Travail n'en avait rien fait, et quant au secret, nous avons vu comment il avait été respecté.

Les leçons de ces événements sont claires et sans équivoque: la voie de la lutte ouverte, de masse, contre les attaques fascistes et patronales est incompa-

tible avec la voie démocratique, qui met au centre l'activité parlementaire et l'action au sein des institutions étatiques. L'illusion créée par cette dernière avait désorienté et paralysé la lutte prolétarienne; mais la première ne pouvait être préparée qu'en condamnant toute illusion démocratique, tout légalisme et tout pacifisme, et en **organisant la guerre de classe**. La voie que proposait le Parti communiste paraissait sans doute rude et difficile, mais en réalité c'était la seule qui pouvait aboutir.

La démonstration en a été donnée, non pour le seul été italien de 1922, mais pour tout tous les pays et toutes les époques, par la honteuse faillite de l'antifascisme parlementaire.

Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne

(4ème partie parue dans le «prolétaire no 441»,
Juillet-Août-Sept. 1997)

Dans le précédent n° du «Prolétaire», nous avons brièvement décrit les événements saillants de 1921-1922 et le sabotage de fait par les dirigeants syndicaux socialistes de la grève générale de l'été 1922. L'échec de cette grève générale et la répression qui suivit, démoralisa la classe ouvrière et ouvrit réellement la voie à la venue des fascistes au pouvoir après la mascarade de la «marche sur Rome». Pour ce qui est de l'analyse théorique et politique générale du fascisme faite dans le feu de l'action par notre courant, nous renvoyons le lecteur à la brochure «*Communisme et Fascisme*» dont nous venons de publier un reprint.

APRÈS L'ÉCHEC DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Après la défaite que les prolétaires avaient subie à cause de l'ordre de reprise du travail lancé par les chefs syndicaux, et tandis que la presse communiste appelait à soutenir la résistance des secteurs qui se battaient encore, la direction (aux mains des «maximalistes») du Parti Socialiste donnait le mot d'ordre du...

recueillement! : «*Recueillement pour tous, qui serve à corriger les erreurs, à rectifier le front, à perfectionner l'instrument de la lutte. Ce recueillement ne comporte ni redditions ni impatience*» (Manifeste du PSI, 8/8/1922). Comme si l'ordre de cessation de la grève générale n'avait pas été la suprême reddition, comme si les combats désespérés qui se déroulaient encore dans quelques grandes villes nécessitaient le recueillement et la patience des prolétaires! Le Manifeste continuait en proclamant que l'attaque fasciste «*se repousse avec une forte organisation et l'organisation ne permet pas d'impatiences individuelles; elle veut la discipline dans l'action. Une telle discipline s'impose à tout le prolétariat qui a trouvé le moyen unique, le seul, pour éprouver sa force... Le PSI a besoin de tous ses adhérents pour continuer cette bataille qui est peut-être dans sa période aiguë. Les preuves d'abnégation individuelle que vous avez données sont admirables, mais elles ne suffisent pas. La fureur adverse en appelle d'autres, et en premier lieu, la **résistance sur les positions conquises dans les administrations publiques***» (souligné par nous).

Pas un mot pour condamner les dirigeants de la CGL, pas une allusion aux batailles armées en cours! Non, car la grande préoccupation des maximalistes est de garder le contrôle de ses municipalités et de ses autres postes «conquis» dans l'administration de l'Etat!

Il était urgent de donner aux prolétaires encore engagés dans la lutte ou brûlant de la reprendre par solidarité avec leurs frères de classe des mots d'ordre qui, sans aucune démagogie, les aident à se remettre de la première vague de désarroi et de démoralisation consécutive à la brusque interruption de la grève, et qui leur indiquent les voies d'une reprise dans les meilleures conditions et sur une position politique bien délimitée. Le «recueillement» et la «discipline» à ses conignes auquel la direction du PSI invitait les ouvriers ne servait qu'à anesthésier le prolétariat. La voie à suivre était différente. Il fallait non seulement appuyer les prolétaires encore en lutte, mais éviter à tout prix que s'étende la démoralisation inévitable provoquée par la contre-offensive du fascisme **et de l'Etat**, consécutive à l'étouffement de la grève générale; il fallait que les prolétaires se sentent soutenus non seulement «moralement», mais surtout matériellement, par une force politique qui les guide; il fallait que les organisations économiques et, en particulier, les Bourses du Travail, citadelles traditionnelles de la défense armée, soient protégées aussi bien de l'attaque des forces de l'ordre, légales ou extra-légales, que des manoeuvres confédérales qui sous prétexte de... remonter la pente, orientaient les syndicats vers des voies et des méthodes qui ne pouvaient qu'en dénaturer le caractère de classe, et, conformément à la **commune** idéologie réformiste et fasciste, les transformer en organes de collaboration nationale et de soutien à l'Etat.

Tandis que les bonzes confédéraux et les socialistes profitaient de la situation pour démobiliser les syndicats et démoralisaient les prolétaires en les détournant de la lutte violente, les communistes lançaient le mot d'ordre d'«**unité syndicale du prolétariat italien en dehors de toute influence du**

patronat et de l'Etat» et appelaient au maintien de l'Alliance du Travail «malgré et contre ceux qui l'ont dénaturée». Alors que les bonzes confédéraux lançaient une campagne de diffamation, de calomnies et de faux bruits - par exemple que les communistes voulaient scinder le syndicat - et expulsaient les prolétaires et les organisateurs les combattifs, le PC organisait le 6 septembre un congrès des «gauches syndicales» (rassemblant anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, maximalistes, etc.) pour une entente sur les points suivants qui devaient être défendus dans toutes les instances syndicales:

«Les organisations syndicales doivent être indépendantes de toute influence de l'Etat bourgeois et des partis de la classe patronale, et leur drapeau doit être celui de la libération des travailleurs de l'exploitation patronale.

*Le front unique prolétarien pour la défense contre l'offensive patronale doit être maintenu et renouvelé dans l'Alliance du Travail, restreinte aux organisations qui l'ont fondée et constituée de façon à refléter les forces et la volonté des masses». Ces points furent adoptés par tous les participants avec l'addition d'une clause stipulant que l'Alliance du Travail devait «délibérer à la majorité» et «assurer à chaque syndicat et aux fractions militant en son sein une consultation fidèle et une représentation proportionnelle» et l'initiative approuvée en tant que «préparation nécessaire à la **fusion souhaitée et définitive de toutes les organisations de classe des travailleurs italiens en une seule**».*

Cette initiative permit de maintenir unis les rangs des prolétaires les plus combattifs et de développer une intense propagande des principes et des méthodes communistes en rapprochant des organisations syndicales jusqu'aux inorganisés et aux chômeurs. Si après la venue au pouvoir des fascistes, les organisations économiques demeurèrent longtemps un os difficile à ronger pour les chemises noires, c'est en grande partie à cette initiative qu'on le doit. De leur côté les chefs syndicaux se sentirent obligés de promettre la convocation d'un congrès de la CGL - promesse qui ne fut jamais tenue car Mussolini arrivant au pouvoir, ils se lancèrent aussitôt dans une tentative de flirt avec celui-ci.

Restait le problème de l'action militaire. Dans ce domaine, la ligne du parti était tracée depuis plus d'un an. «*Sans prétendre pour autant renverser le pouvoir bourgeois ou abattre le fascisme, ni se laisser entraîner à des actions qui compromettraient sa propre organisation [le parti doit] veiller à la préparation et à l'armement nécessaires pour apporter l'appui technique adéquat à la lutte prolétarienne de harcèlement contre un adversaire ayant l'avantage du nombre et de la position stratégique*» et tout en s'efforçant de réagir contre la démoralisation engendrée par la légende d'invincibilité propagée par les fascistes et par les appels des réformistes en faveur du désarmement moral et pratique, «*opposer la force à la force, l'organisation à l'organisation, l'armement à l'armement, non comme un vague mot d'ordre à appliquer dans un avenir lointain, mais comme une activité pratique non seulement possible, mais seule susceptible de préparer le prolétariat à une riposte armée*».

Pour atteindre ce but il était essentiel de constituer un encadrement **centra-**

lisé obéissant à une discipline **unique** afin d'éviter des actions non prévues par le parti, mais cela aurait été impossible si celui-ci avait été accepté des comités d'action militaire mixtes inspirés par des buts politiques divergents. En agissant «*envers la bourgeoisie comme le mouvement fasciste le fait envers le prolétariat*», en donnant «*le plus grand relief aux actes de violence commis soit par des forces prolétariennes spontanément organisées soit par ses propres militants en réponse aux coups ennemis*» et sans jamais taire que «*le problème majeur est l'organisation de la lutte armée du prolétariat*», le Parti Communiste d'Italie aurait pu devenir le pôle naturel des masses «*qui tendent à la lutte antifasciste et qui ayant assimilé l'expérience de la solidarité entre l'Etat et le fascisme*» (1) ont tiré de cette expérience la conviction que seule la dictature du prolétariat, dirigée par le parti de classe et surgie des développements de la lutte ouverte et violente, aurait brisé définitivement le joug du Capital .

LA VENUE AU POUVOIR DES FASCISTES

Entre-temps le fascisme avait le jeu facile. Tout en prétendant réaliser une «révolution», les chefs fascistes entraient en pourparlers confidentiels au cours du mois d'octobre avec les autorités pour arriver au pouvoir selon les normes constitutionnelles, y compris dans un gouvernement de coalition. Ces tentatives ayant échoué, l'intervention pressante des milieux industriels auprès du Roi détermina celui-ci à nommer Mussolini Premier Ministre. L'organisation de la «marche sur Rome» ne fut qu'une mise en scène organisée pour donner l'impression d'une prise de pouvoir révolutionnaire, alors même que les institutions de l'Etat démocratique, qui depuis deux ans prêtaient main forte aux forces fascistes «illégalées» n'opposèrent absolument aucune résistance à cette accession au pouvoir qui ne respectait aucunement les formes constitutionnelles: le passage de la *démocratie* au fascisme se réalisa en un clin d'oeil, **sans aucun véritable affrontement** - et encore moins sans affrontement violent -, entre démocrates et fascistes.

Non seulement tous les partis bourgeois applaudirent ou laissèrent faire l'arrivée au pouvoir des fascistes, mais les socialistes ne réagirent pas davantage. Au contraire, dès l'arrivée au pouvoir de Mussolini les chefs syndicaux firent savoir qu'ils étaient tout disposés à collaborer; le chef de la CGL se précipita pour faire savoir qu'il était prêt à participer au nouveau gouvernement (le quotidien fasciste «Il Popolo» déclarera poliment que, *pour le moment*, Mussolini s'abstenait de faire participer des représentants de la CGL au Gouvernement...), tandis que le 1er décembre les dirigeants du Syndicat des Cheminots

(1) Les citations sont tirées du «*Projet de programme d'action du PC d'Italie présentée en vue du IV^e Congrès de l'Internationale Communiste*» (rédigé début octobre 22), publié sur «*Programme Communiste*» n° 67 (juillet 75).

écrivait dans leur organe de presse qu'ils n'avaient «pas d'idées préconçues d'aucune sorte sur le Gouvernement. Si le Gouvernement veut tenir compte de nos revendications (...) il trouvera dans le personnel des chemins de fer des collaborateurs expérimentés, capables et techniquement éprouvés».

Si l'attitude des bonzes syndicaux réussit à paralyser les prolétaires, elle ne désarma en rien les fascistes qui ne perdirent pas de temps pour lancer une grande offensive anti-prolétarienne. Dans les deux derniers mois de 1922, 17.000 cheminots étaient renvoyés, 25.000 autres devant suivre cette première charrette, la journée de 8 heures était supprimée dans ce secteur; les impôts sur les salaires augmentaient (le capital industriel et financier voyait ses charges fiscales fortement allégées). L'offensive légale et extra-légale qui se déroula de novembre 22 à février 23 frappa avec une extrême violence les communistes. Les 2 organes principaux du parti («Il Comunista» et l'«Ordine Nuovo») furent supprimés et leurs rédactions saccagées; des milliers de militants furent arrêtés. Le dernier bastion prolétarien, Turin, fut dévasté en décembre, les militants matraqués de la base au sommet, et une chasse à l'homme (et aux armes) se déclencha, tandis que les communications entre le centre du parti et les sections devenaient extrêmement difficiles. Malgré tout l'organisation illégale résista à l'attaque et «*permit après février une rapide reconstruction de l'appareil du parti et son fonctionnement normal au milieu des pires difficultés*» selon ce qu'écrivait plus tard la minorité de droite, mettant même ce résultat «*entièrement à l'actif de la Gauche*» qu'elle combattait.

Contrairement aux affirmations de l'historiographie officielle, la Gauche jugeait de façon nullement optimiste (et en tout cas de façon plus pessimiste que l'Internationale) le tournant historique marqué par l'arrivée du fascisme au pouvoir. Mais en même temps, elle se refusait à tirer de son opinion sur la durée probable du nouveau régime la conclusion que la partie était perdue et à plus forte raison qu'il fallait s'adapter à la situation en modifiant les objectifs de lutte et les méthodes d'action. Pour la Gauche, le fascisme était un effort de toute la classe dominante pour surmonter ses propres antagonismes internes et pour unifier ses forces (tout comme le prolétariat était poussé à unifier les siennes autour de son parti de classe), usant alternativement à l'égard de celui-ci et même de ses propres fractions indociles de la matraque totalitaire et de la carotte réformiste. Il résultait de cette analyse qu'une fois arrivé au pouvoir au milieu des applaudissements de tous les partis bourgeois, avec la neutralité impuissante du réformisme et du centrisme socialistes et de la neutralité bienveillante de la C.G.L., le fascisme devait, selon toutes probabilités, devenir une «chose sérieuse», une force bien décidée à ne pas lâcher les rênes et durablement installée à la tête de l'Etat. Si la gauche regardait pourtant l'avenir avec sérénité et refusait avec fermeté de changer de programme, c'est qu'elle était convaincue que cet effort de la bourgeoisie était voué à la longue à l'échec, comme toutes ses prétentions à surmonter ses contradictions, car même si elle y réussissait momentanément à l'intérieur, elle ne pourrait pas surmonter les contradictions

internationales ni tempérer la «répulsion réciproque» des capitalismes nationaux. Manifestation superstructurelle typique de l'impérialisme, le fascisme devait inévitablement subir le même sort que ce dernier. La Gauche jugeait par ailleurs que l'impuissance et la complicité manifestes des socialistes et de la CGL jointes au fait que toutes les forces bourgeoises avaient jeté le masque en se réfugiant sous la protection des chemises noires, devaient contribuer toujours plus à orienter vers le seul parti resté fidèle à la ligne de conduite révolutionnaire un prolétariat qui n'était nullement «ramené à la raison».

L'INTERNATIONALE ÉCARTE LA GAUCHE DE LA DIRECTION DU PARTI

Mais au début de février 23 les fascistes arrêtaient Bordiga, Grieco et d'autres dirigeants du parti. Les quelques dirigeants qui avaient échappé à la rafle s'efforcèrent de réorganiser le parti et de le maintenir dans la ligne qu'il avait suivi jusque là. Mais 6 mois plus tard l'usure de cette lutte sur tous les fronts - y compris sur le front de l'Internationale Communiste - ne pouvait manquer d'influer sur ces hommes qui étaient par ailleurs de formation ordinoviste et centriste. En juin 23 l'Internationale décida de nommer une nouvelle direction «provisoire» du PC d'I qui appliquerait sa ligne sans discuter, et ils finirent par céder, avalèrent le dernier tournant décidé à Moscou (celui du «*gouvernement ouvrier et paysan*»), acceptèrent de chercher l'unité avec le PSI et gardèrent le silence sur les extravagances de la ligne politique suivie en Allemagne: exaltation du «national-bolchévisme», orientation vers un gouvernement commun avec les sociaux-démocrates, analyse de la vague nazie comme manifestation... du déplacement de la petite bourgeoisie vers des positions tendanciellement révolutionnaires, etc.!

L'accusation principale contre l'ancienne direction était qu'elle avait fait échouer, par sectarisme, la fusion avec le PSI. Largement déconsidéré et sans perspectives après sa honteuse responsabilité dans l'échec de la résistance prolétarienne face aux progrès de la contre-révolution, le PSI décida lors de son Congrès de Rome (octobre 22) de recommencer la comédie d'un tournant à gauche. Après qu'une minorité ouvertement réformiste et anti-communiste se soit séparée et organisée en Parti Socialiste Unitaire, la majorité - dite «maximaliste» - vota pour l'adhésion à l'Internationale Communiste. Mais au lieu de se rendre compte qu'il ne s'agissait là que d'une manœuvre destinée à masquer la responsabilité de ce parti dans la défaite de la classe ouvrière (tout comme le *centrisme* maximaliste avait déjà été responsable de la défaite de la vague prolétarienne de 1920, lors de l'occupation spontanée des usines), l'Internationale prit cette décision au sérieux, décréta le PSI «parti sympathisant», reçut une délégation socialiste à son IV^e Congrès et obligea le Parti Communiste à engager des pourparlers pour une «fusion immédiate» des deux partis! L'encre des résolutions du IV^e Congrès n'était pas encore sèche et la délégation socialiste à

peine rentrée en Italie, que la direction du PSI reprenait ses attaques contre le PC d'I et l'Internationale. Il est possible de dire que c'est l'équivoque maximaliste, malheureusement entretenue par Moscou, qui après avoir freiné la défense et la contre-offensive prolétarienne en 1922, l'a complètement arrêtée en 1923, non pas tant parce que le maximalisme aurait développé une action propre, mais parce que la direction de l'Internationale choisit précisément ce moment - en dépit de toute logique et même de tout «réalisme concret» pour reprendre un vocabulaire qui lui était cher - pour se jeter à corps perdu dans une tentative laborieuse et surtout inutile de «récupérer» les maximalistes, subissant leurs ignobles chantages et régulant sa ligne de conduite en Italie sur la leur, c'est-à-dire sur un... néant.

Quelques mois plus tard, voyant s'évanouir tout espoir de fusion, l'Internationale suggérera un «bloc» entre le PSI et le PC d'I sans même consulter ce dernier, afin de leur permettre à tous deux de se... «mettre d'accord»! L'Internationale poursuivra son rêve de «récupération» même après le congrès socialiste des 15-17 avril 23 à Milan qui avait proclamé sa volonté de ne subir aucune condition d'adhésion et de les dicter lui-même. L'I.C. modifiera les conditions de fusion qu'elle avait elle-même proposées, ce qui n'empêchera pas le PSI de les refuser régulièrement. Et les séances du Comité exécutif élargi de juin 23 consacrées à la question italienne seront employées à un procès interminable de l'ancienne direction, au moment précis où il aurait fallu des directives fermes et cohérentes contre l'offensive fasciste grandissante et contre les bonzes de la CGL qui cherchaient à se rapprocher de Mussolini: mais pour Moscou, il était plus important d'installer une nouvelle direction du PC qui se prêterait à tous les zig-zag tactiques et à toutes les manoeuvres.

Cette direction sera donc maintenue même après la libération des dirigeants de la Gauche et en dépit du fait qu'elle était minoritaire dans le parti (il lui faudra en effet plusieurs années de «bolchevisation» administrative du parti pour réduire l'influence de la Gauche et pour qu'elle puisse organiser, en 1926, un Congrès qui la légitimise); peu à peu elle se pliera à une orientation qu'elle avait d'abord suivie à contre-cœur et s'en glorifiera. Pendant toute l'année 1923 et au début de 1924 le PC oscille entre son attachement à un passé de cohérence programmatique et pratique et les pressions toujours plus insistantes, à l'extérieur de l'Internationale pour une «nouvelle» politique et à l'intérieur d'une «aile droite» confuse mais qui ne cesse de se renforcer. C'est cette voie que le parti sera contraint de suivre, malgré ces oscillations, non sans perdre le prestige et l'influence réels qu'il s'était conquis au sein des masses dans la phase précédente; et c'est précisément lorsqu'il la suivit qu'il jeta les bases du «nouveau parti», non plus communiste, mais national et démocratique.

Il serait stupide d'attribuer ce tournant fatal au rôle d'un individu - Gramsci - comme le fait l'historiographie anti-matérialiste habituelle: le processus eut évidemment des racines bien plus profondes. Tout ce qu'on peut dire est que Gramsci a été l'instrument d'un cours **international** vers lequel le portaient sa

propre formation de «dernier idéologue de la démocratie italienne». L'*ordinovisme* - ces conceptions éclectiques, à fond idéaliste et non marxiste, qui caractérisaient le courant gramsciste dans le Parti Socialiste en 1920 - avait disparu lors de la formation du Parti Communiste à laquelle Gramsci et ses amis avait participé; il ressuscitera pour la bonne raison que le cours de l'Internationale lui rouvrait la porte et lui donnait carte blanche. Ce sera alors un ordinovisme «enrichi» de la conception du «parti fort», du «grand parti» à base prolétarienne sans doute, mais à mission **national-populaire**, du parti **bureaucratiquement centraliste** dans son organisation interne et **fédéraliste** dans son programme, «hégémonique» dans son ambition et voué à tous les compromis, bref du parti placé sous le signe de l'«*Unità*» (unité), titre de son nouvel organe central publié à partir de février 24 pour prendre la place d'«*Il Comunista*».

Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne

(5ème partie parue dans le «*prolétaire* no 442», Oct.-Nov.-Déc. 1997)

Il y a 75 ans, le 30 octobre 1922, le parti fasciste arrivait au pouvoir à l'issue de la fameuse «marche sur Rome» dont nous avons parlé dans le précédent n°. L'hebdomadaire trotskyste «*Lutte Ouvrière*» a consacré dans son n° du 31/10/97 un article à cet anniversaire dans lequel il définit correctement cette marche sur Rome comme une «mascarade» et écrit avec justesse qu'en réalité c'est la pression des grands capitalistes qui contraignit les autorités à appeler Mussolini au gouvernement; l'article affirme aussi avec raison que le Parti Socialiste et les syndicats qui avaient au départ une influence bien supérieure aux fascistes, se refusaient par légalisme à affronter les fascistes sur leur terrain, celui de la force, et se tournaient au contraire vers l'Etat bourgeois pour qu'il défende la légalité. Il est donc tout à fait juste de parler, comme le fait l'article, de la «trahison» des réformistes. Mais «L.O.» ne serait pas trotskyste si elle n'en profitait pas pour attaquer la politique du PC d'Italie dirigé par la Gauche.

Mettant dans le même sac les réformistes et les communistes, «L.O.» rend

la «*passivité des partis ouvriers*» responsable de la victoire fasciste: selon l'article en effet, le PS était «*bien incapable*» d'une «*politique révolutionnaire*» qui seule aurait été capable de battre les fascistes, et, de son côté, si le PC d'I «*enta (sic!) de s'opposer à la montée du fascisme, la politique gauchiste de sa direction l'isola des autres partis, avec qui il refusait toute alliance*» (suit une critique du refus de participer aux *Arditi del popolo*, ces milices créées par d'anciens combattants pour défendre la légalité et qui se battirent à Parme contre les fascistes). Ainsi donc, pour «L.O.», la «*passivité*» du PC consistait en son refus d'une alliance avec les «*traîtres*» réformistes, incapables de lutter contre les fascistes!

Cette conclusion en contradiction avec les faits rapportés par l'article lui-même, ne s'explique que d'une seule façon: le besoin - très actuel! - pour le rédacteur trotskyste de maintenir la croyance du lecteur en l'efficacité magique de la formule du Front Unique Ouvrier et en la nécessité absolue de l'**alliance avec les réformistes** au nom de l'anti-fascisme.

Nous achevons ici la publication de notre série d'articles par un bilan de la politique de la nouvelle direction Gramsciste du PC, politique, elle, éminemment «active» au sens de «L.O.» et de l'anti-fascisme démocratique en général, et qui conduisit non seulement à gâcher les possibilités réelles de lutte prolétarienne contre le pouvoir fasciste, mais à faire disparaître le Parti Communiste d'Italie comme organisation révolutionnaire.

L'OEUVRE POLITIQUE DE LA DIRECTION GRAMSCISTE

Pour conclure nous donnerons quelques extraits de la caractérisation faite par Bordiga, au nom de la Gauche, de l'action de la nouvelle direction du PC d'Italie dans les Thèses de la gauche présentées au IIIe Congrès du parti, qui se tint par force à l'étranger (Lyon, 1926).

«De 1923 à aujourd'hui, l'oeuvre de la Centrale du parti, qui, il faut le reconnaître, s'est effectuée dans une situation difficile, a donné lieu à des erreurs qui, en substance, sont les mêmes que celles relevées par nous à propos du problème international, mais qui en partie sont devenues beaucoup plus graves du fait des déviations initiales propres aux conceptions "ordinovistes".

La participation aux élections de 1924 fut un acte politique très heureux, mais on ne peut en dire autant de la proposition d'action commune faite aux partis socialistes, ni de l'étiquette d'"unité prolétarienne" qu'elle a prise. Tout aussi déplorable fut la tolérance excessive de certaines manoeuvres électorales des "Terzini". Mais les problèmes les plus graves se sont posés à propos de la crise ouverte par l'assassinat de Matteoti».

La Gauche, bien que toujours abstentionniste, avait approuvé la participation aux élections dans le climat d'intimidation et même de terreur fasciste, car si l'utilisation à des fins propagandistes de ces institutions bourgeoises peut

avoir un sens, c'est bien dans de pareilles occasions; et il est significatif que par contre les socialistes réformistes et maximalistes, démocrates et parlementaristes invétérés, eux, aient tout d'abord décidé de boycotter les élections pour protester contre leur caractère «anti-démocratique», avant de se raviser pour ne pas laisser le terrain libre aux communistes! Mais pour que cette participation puisse être vraiment fructueuse, il aurait fallu qu'elle se fasse sur des positions claires et sans équivoque. Or la nouvelle direction voulut la mener sous la formule de l'«*unité prolétarienne*», formule pompeuse pour désigner la proposition d'une alliance électorale avec les sociaux-démocrates. Ceux-ci refusèrent bien entendu, seuls les «*Terzini*», ces «*partisans de l'Internationale*» au sein du PSI, regroupement en réalité de politiciens socialistes manoeuvriers dont l'existence dépendait des subsides de Moscou, adhérant à liste communiste. Le seul résultat de cette manoeuvre de «*Front Unique*» fut de désorienter les prolétaires les plus conscients, ceux qui avaient compris le rôle traître des socialistes, et de conforter ceux qui maintenaient encore leur confiance envers les dirigeants sociaux-démocrates, maintenant légitimés par les communistes.

Cependant le pire était à venir. Après l'assassinat du député social-démocrate réformiste Matteoti, les partis opposés aux fascistes, bourgeois et réformistes, décidèrent le 14 juin 1924 de quitter le parlement en se «*retirant sur l'Aventin*». Non seulement les communistes quittèrent eux aussi le parlement, mais ils adhérèrent, au nom de l'anti-fascisme, à ce front politique démocratique bourgeois! En quelques semaines on était passé des propositions d'alliance aux réformistes contre le capitalisme et l'Etat bourgeois («*Front Unique*»), à l'intégration dans une alliance regroupant réformistes et bourgeois, bafouant ouvertement le principe des principes, l'**indépendance de classe** du prolétariat...

«La politique de la direction - continuent les Thèses de Lyon 1926 - reposait sur l'idée absurde que l'affaiblissement du fascisme aurait mis en mouvement d'abord les classes moyennes, puis le prolétariat. Cela signifiait d'une part un manque de confiance dans les capacités de classe du prolétariat, resté vigilant même sous l'appareil écrasant du fascisme et, d'autre part, une surestimation de l'initiative des classes moyennes. Outre la clarté des positions théoriques marxistes en la matière, l'enseignement prouve au contraire que les couches intermédiaires se laissent entraîner d'un côté ou de l'autre et suivent passivement le plus fort: le prolétariat en 1919-20, le fascisme en 1921-22-23 et aujourd'hui, après une période d'agitation bruyante en 24-25, elles suivent à nouveau le fascisme.

La direction commit une erreur en abandonnant le Parlement et en participant aux premières réunions de l'Aventin, alors qu'elle aurait dû rester au parlement, y faire une déclaration de lutte politique contre le gouvernement et prendre aussi immédiatement position contre le préalable constitutionnel et moral de l'Aventin, qui détermina l'issue de la crise à l'avantage du fascisme. Il n'est pas exclu que les communistes auraient pu en venir à abandonner le parlement. Mais ils l'auraient fait en donnant à cette démarche leur physiono-

mie propre et seulement lorsque la situation leur aurait permis d'appeler les masses à l'action directe. C'était alors un moment où se décident les développements ultérieurs d'une situation; l'erreur fut donc fondamentale et décisive pour apprécier les capacités d'un groupe dirigeant. Elle conduisit à une utilisation très défavorable à la classe ouvrière de l'affaiblissement du fascisme d'abord, puis de la faillite retentissante de l'Aventin.

Lors de la réunion du Comité central du parti du 25 août 24 Gramsci défendit contre les critiques de la Gauche l'adhésion initiale au comité des oppositions anti-fascistes; selon lui la crise qui suivit l'assassinat de Matteoti avait provoqué une «*vague de démocratie*» qui menaçait d'«*isoler*» les communistes s'ils n'avaient pas adhéré à la coalition: «*un Etat s'est créé dans l'Etat, un gouvernement anti-fasciste s'est dressé contre le gouvernement fasciste. (...) Il existe encore deux gouvernements de fait dans le pays, et ils luttent l'un contre l'autre pour se disputer les forces réelles de l'Etat bourgeois*». Pour Gramsci, la petite-bourgeoisie qui avait trouvé «*dans la milice fasciste [sa] forme adéquate d'organisation*» est entrée en lutte, maintenant que cette organisation s'est décomposée, et c'est elle qui donne le ton à la situation; mais la petite-bourgeoisie peut-elle conquérir l'Etat?

La réponse est typiquement ordinoviste: non, parce que «*comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'Etat signifie avant tout conquérir l'usine (!), avoir la capacité de dépasser les capitalistes dans le gouvernement des forces productives du pays. Mais cela ne peut être fait que par la classe ouvrière et non par la petite bourgeoisie qui n'a aucune fonction essentielle dans la production, qui, dans l'usine, comme catégorie industrielle, exerce une fonction surtout politique et non productive*». La petite-bourgeoisie est donc à l'avant-garde, mais la solution ne peut être apportée que par le prolétariat: «*la petite-bourgeoisie ne peut conquérir l'Etat qu'en s'alliant avec la classe ouvrière, qu'en acceptant son programme: système soviétique et non plus parlementaire dans l'organisation étatique; communisme et non plus capitalisme dans l'organisation de l'économie nationale et internationale*». En d'autres termes, selon Gramsci, la classe ouvrière devait gérer le pouvoir conquis par la petite-bourgeoisie qui (cette perspective fantaisiste est à noter) aurait adopté le programme du prolétariat. Celui-ci devait, à son tour, être acquis dans sa majorité au parti communiste, alors que pour l'instant il était «*désorganisé, dispersé, pulvérisé dans la masse du peuple*».

En conclusion «*la mesure dans laquelle l'ensemble du parti (...) réussira à remplir sa tâche, c'est-à-dire à conquérir la majorité des travailleurs et à réaliser la transformation moléculaire des bases de l'Etat démocratique, sera la mesure de son progrès sur le chemin de la révolution, et c'est d'elle que dépendra le passage à une phase ultérieure du développement*». On a là une nouvelle version de la révolution par étapes consistant en un mélange de directives de l'Internationale et de la tradition non-marxiste qui avait caractérisé le groupe de l'Ordine Nuovo: transformation moléculaire (!) de l'Etat démocra-

tique (!) (au lieu de la conception marxiste de **destruction** par la révolution de l'Etat **bourgeois**, démocratique ou non), conquête et organisation préalables de la majorité, puis de fil en aiguille, victoire révolutionnaire de l'alliance du prolétariat avec les paysans et la petite-bourgeoisie: bref une vision gradualiste et interclassiste remplaçant la perspective révolutionnaire et classiste du marxisme.

Encouragée par l'Internationale, qui, malgré son «*tournant à gauche*» du Ve Congrès mondial, avait suggéré en septembre aux communistes «*de faire pression sur le bloc d'opposition pour le pousser toujours davantage à réaliser son programme par la voie révolutionnaire*» (programme de retour à la légalité démocratique!), la direction du parti proposa aux partis d'opposition qu'à l'occasion de la rentrée parlementaire, leurs députés constituent un *Anti-Parlement* opposé au Parlement dominé par les fascistes et qui appellerait *les masses* à l'action directe! Bien entendu ces derniers, occupés à faire des démarches auprès du Roi ou à essayer de négocier un compromis avec les fascistes, refusèrent cette proposition. Devant cet échec la direction, sous la vigoureuse pression de la Gauche, accepta de revenir au Parlement pour dénoncer avec éclat les fascistes (en dépit des réticences de l'Internationale). Ce fut un député de la Gauche abstentionniste qui parlera au nom du parti, sous les injures et crachats des fascistes, et montrera ce que peut être l'utilisation de la tribune parlementaire: «*Cette assemblée porte le poids de sa complicité dans le crime. Si nous, communistes, revenons y siéger aujourd'hui, c'est uniquement pour vous mettre en accusation; rien ne nous empêchera d'y revenir chaque fois que nous jugerons utile de se servir de cette tribune pour indiquer aux ouvriers et aux paysans d'Italie la voie qu'ils devront suivre pour se libérer du régime de réaction capitaliste que vous représentez (...). Dès le 13 juin [assassinat de Matteoti] (...), nous prévoyions qu'on ne pouvait aboutir à aucun résultat positif en bornant la lutte contre le fascisme à un compromis parlementaire qui ne pouvait que laisser intacte la nature réactionnaire du régime dont souffrent et que maudissent des millions d'ouvriers et de paysans dans toute l'Italie. [A agir ainsi] on apportait au contraire une aide au fascisme. Nous, communistes, nous ne vivons pas dans l'attente d'un compromis pour lequel la bourgeoisie réclame aujourd'hui l'intervention du roi tandis que la social-démocratie réformiste et maximaliste, jetant par dessus bord la lutte de classe, appelle de tous ses vœux une "administration supérieure et étrangère aux intérêts de tous bords", c'est-à-dire une dictature militaire destinée à empêcher l'avènement inexorable de la dictature du prolétariat.*

Le centre de notre action est situé hors de cette Chambre, parmi les masses travailleuses de plus en plus profondément convaincues que seule leur force organisée peut mettre fin à la situation honteuse dans laquelle vous maintenez le pays, vous, les pro-fascistes et les démocrates libéraux qui sont vos alliés et vos auxiliaires, en rentrant en scène et en vous écrasant. A cette tribune comme partout ailleurs, nous indiquons aux travailleurs la voie à suivre: c'est la voie

de la résistance, de la défense physique contre votre violence, la lutte incessante pour les conquêtes syndicales, l'intervention organisée contre l'augmentation du coût de la vie et la crise économique, c'est-à-dire la voie de la constitution de Conseils ouvriers et paysans. Autour de ces Conseils doivent se regrouper tous ceux qui veulent lutter contre vous avec les armes appropriées. Des conseils ouvriers doivent venir les seuls mots d'ordre apportant une solution radicale à la situation présente: *A bas le gouvernement des assassins et des affameurs du peuple! Armement du prolétariat! Instauration d'un gouvernement d'ouvriers et de paysans! Les Conseils ouvriers et paysans seront la base de ce gouvernement et de la dictature de la classe travailleuse.*

Et maintenant, commémorez à votre gré Giacomo Matteoti, mais rappelez vous que le cri de la mère du martyr est devenu le cri de millions de travailleurs: "Assassins! Assassins!"».

Les Thèses de Lyon résument les critiques de notre courant:

«La rentrée au Parlement en novembre 1924 et la déclaration de Repossi furent bénéfiques comme l'a montré le mouvement d'approbation du prolétariat. Mais elles se sont produites trop tard. Longtemps la direction hésita et elle n'arriva à se décider que sous la pression du parti et de la Gauche. La préparation du parti s'appuya sur des instructions incolores et une appréciation fantastiquement erronée des perspectives (rapport Gramsci au comité central en août 1924). La préparation des masses, tout entière axée, non sur la faillite de l'Aventin, mais sur sa victoire, fut la plus mauvaise possible avec l'offre de se constituer en Anti-parlement que le parti a faite à l'opposition. Une telle tactique tournait avant tout le dos aux décisions de l'Internationale qui n'a jamais envisagé de faire des propositions à des partis nettement bourgeois; et de plus elle était de nature à nous faire sortir du domaine des principes et de la politique communistes, comme en général de la conception marxiste de l'histoire. Indépendamment des explications que les dirigeants pouvaient donner sur leurs buts et leurs intentions (elles n'auraient jamais eu que des répercussions très limitées), il est certain que cette tactique présentait aux masses l'illusion d'un Anti-Etat luttant contre l'appareil d'Etat traditionnel, alors que dans la perspective historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un Anti-Etat que la représentation de la seule classe productrice: le Soviet.»

Lancer le mot d'ordre d'un Anti-parlement s'appuyant dans le pays sur les comités ouvriers et paysans, c'était confier l'état-major du prolétariat à des représentants de groupes sociaux capitalistes, comme Amendola, Agnelli, Albertini.

Outre la certitude qu'on n'en viendrait pas à une telle situation, qui ne saurait être considérée que comme une trahison, le seul fait de le présenter comme une perspective d'une offre communiste signifie violer les principes et affaiblir la préparation révolutionnaire du prolétariat.

L'oeuvre de la direction prête le flanc à d'autres critiques. On a assisté à

un véritable défilé de mots d'ordre qui, non seulement ne correspondaient à aucune possibilité de réalisation, mais pas même à une agitation appréciable en dehors de l'appareil du parti. Le mot d'ordre central sur les comités ouvriers et paysans, justifié de manière contradictoire et confuse, n'a été ni compris ni suivi».

Ce jugement avait déjà été formulé au feu des événements, non seulement au Ve Congrès de l'Internationale, mais dans les réunions du parti, comme par exemple au comité fédéral de Naples le 14 octobre 24, auquel assistaient Gramsci et Bordiga. Il peut être résumé par les points suivants: 1) *«face aux oppositions, le Parti devait choisir entre deux tactiques: ou entrer dans le Comité [des partis opposés au fascisme] pour y rester, ou ne pas y entrer du tout; en choisissant la voie intermédiaire, on a donné aux masses l'impression que la tactique du parti était incertaine»;* 2) *il n'est pas vrai que «les masses et même les couches petites-bourgeoises, étaient pour la lâche tactique du légalisme pacifique des chefs des oppositions; s'il est vrai que la situation est démocratique pour les milieux capitalistes, elle signifie au contraire un renversement des vieux rapports pour les plus basses couches ouvrières et paysannes»;* 3) *notre critique de l'opposition ne doit pas se limiter à dire qu'elle ne fait rien de sérieux contre le fascisme, mais que quand «elle fera quelque chose de sérieux, ce sera dans un but de conservation bourgeoise, et qu'elle s'alliera avec les forces fascistes à la moindre tentative révolutionnaire du prolétariat»;* 4) *«le dilemme: ou faites la révolution ou faites des blocs politiques n'existe pas: c'est un vieux cliché maximaliste. Le bloc traditionnel des divers partis est un alibi qui sert à leurs chefs à dissimuler leur insignifiance et leur incapacité. Il existe une troisième voie: conduire les masses sur des positions de lutte qui soient un progrès sans consister obligatoirement dans la victoire finale. C'est ainsi que nous avons orienté toute la campagne pour la grève générale d'août 22».*

Refuser ces positions ne signifiait pas seulement rater un moment précieux, mais prendre le chemin qui fera du parti communiste devenu parti national, un héritier non seulement de la démocratie, mais du... fascisme. Sur la voie tracée en 22 par la Gauche et qui était claire et droite, même si les résistances de l'Internationale l'ont rendue difficile, on pouvait, même battu, rester fidèle à soi-même. Par la voie opportuniste, on a tout perdu - non seulement la bataille de 1924, puis celle de 1925 et celle de 1926 qui en furent le couronnement -, mais quelque chose de plus que l'honneur: le programme, la vision historique et la physionomie propres au communisme.

C'est ainsi que les adversaires de la Gauche ont fini, non dans l'Anti-parlement, mais, au gouvernement ou dans l'opposition, dans le Parlement tout court.

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	45F
2. Parti et classe	20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	15F
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS)	30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	60F
10. Eléments de l'économie marxiste	60F
Brochures « le prolétaire »	
5. Question féminine et lutte de classe	6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	6F
11. Auschwitz ou le grand alibi	6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	6F
13. Le marxisme et l'Iran	6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution	10F
22. Marxisme et science bourgeoise	10F
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat	

et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme 10F

24 Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe 5F

25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne 10F

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme	6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	6F
- Pour un anti-racisme prolétarien	6F
- Révolution et contre-révolution en Russie	6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	3F
- Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	6F

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie	6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	6F

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57	15F
- Numéro 58 (112 pages)	25F
- Numéros 59 à 88	15F
- Numéro 89	20F
- Numéros 90 à 96	25F

Série des éditions Prométhée

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	50F
--	-----

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	100F
vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919)	30F
vol. II (1919-1920)	120F
vol. III (1920-1921)	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	15F
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	15F

5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15F

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della pianificazione socialista in Russia	10F
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10F
- Il proletariato e la guerra	10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10F

Reprint « il comunista »

- Marxismo e scienza borghese	15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	15F
- Abaco della economia marxista	15F
- Lotta di classe e questione femminile	15F
- La teoria marxista della moneta	15F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	10F
- Antimilitarismo di classe e guerra	25F

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10F
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	10F

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism	30F
- Party and Class	30F
Communist Program Ns 1 to 7	20F
The Party's Programme	10F

EN ESPAGNOL

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	25F
3. Partido y clase	épuisé
El Programa Comunista	
- n°1 à 38, n°40	15F

- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	25F
- n° 41, 42, 43	20F
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10F

EN ALLEMAND

1. Die Frage der revolutionären Partei	20F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F

EN ARABE

- Pour le parti ouvrier indépendant	5F
- Thèses caractéristiques du parti	10F
- Les communistes et la question de la liberté politique	10F
- Manifeste du P.C. International	15F
- Ce qui distingue notre parti	5F

EN PORTUGUAIS

1. Teses características do partido	10F
2. Lições das contra-revoluções	10F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F

EN TURC

- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	10F
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F
- Bulletin Internationalist Proleter (3 nos parus)	5F

EN HOLLANDAIS

- Het democratisch principe	5F
-----------------------------	----

EN POLONAIS

- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F
---	-----

EN PERSE

- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F
- Les fedayins et la question de l'Etat	5F

EN GREC

- Parti et classe	20F
-------------------	-----

EN DANOIS / SUEDOIS

1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser 20F
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet 20F

AUX EDITIONS « ISKRA »

- Amadeo Bordiga:
-Economia marxista ed economia contro-rivoluzionaria (263 p.) 60F
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) 40F
- Imprese economiche di pantalone (153 p.) 40F
- Proprietà e capitale (202 p.) 40F
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) 60F
- Lettere di Engels sul materialismo storico

- (1889/95) (130 p.) 40F
- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) 40F
- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.) 60F
- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell' Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) 40F
- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.) 60F

AUX «EDIZIONI SOCIALI»

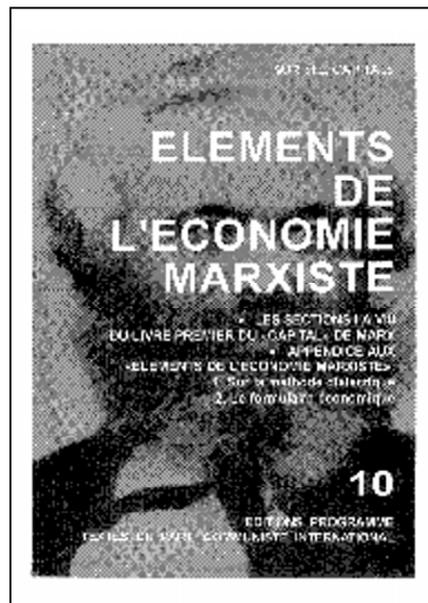
- Dialogato con Stalin - A. Bordiga 30F
- Dialogato coi Morti - A. Bordiga épuisé
- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone) épuisé
- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione 50F

«ELÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE»

Le 10^e n° de la série des «Textes du Parti Communiste International», «Eléments de l'économie marxiste» a été réédité. Il s'agit d'un texte écrit par Amadeo Bordiga en 1929, lorsqu'il était «relégué», avec d'autres prisonniers politiques du fascisme, sur l'île de Ponza. Ce texte, qui s'intégrait dans les cours de formation politique organisés par les déportés communistes, a été écrit pour faciliter l'étude du «Capital» de Marx dont il résume et ré-expose le Premier Livre. Publié dans les années cinquante sur les premiers numéros de «programme communiste», il était depuis longtemps inaccessible en français.

En appendice aux «Eléments...» nous avons ajouté deux autres textes postérieurs: «Sur la méthode dialectique» et «Le formulaire économique».

PRIX DE L'EXEMPLAIRE: 60 FF



L'anti-fascisme démocratique: un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature **contre-révolutionnaire** et **anti-prolétarienne** de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: **dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat**.

Une brochure de 17 pages: 3 FF

Auschwitz OU LE GRAND ALIBI

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Proletaire» n°11 - 6 FF.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI !

«LE PROLÉTAIRE»
«PROGRAMME COMMUNISTE»
«IL COMUNISTA»
«EL PROGRAMA COMUNISTA»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

PAIEMENT :

Par mandat ou chèque à l'ordre de: **DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.**

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter).

AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

SUR LA QUESTION RUSSE

BILAN D'UNE REVOLUTION

LES GRANDES LECONS D'OCTOBRE 1917

LES FAUSSES LECONS DE LA CONTRE-REVOLUTION DE RUSSIE
L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION
A NOS JOURS

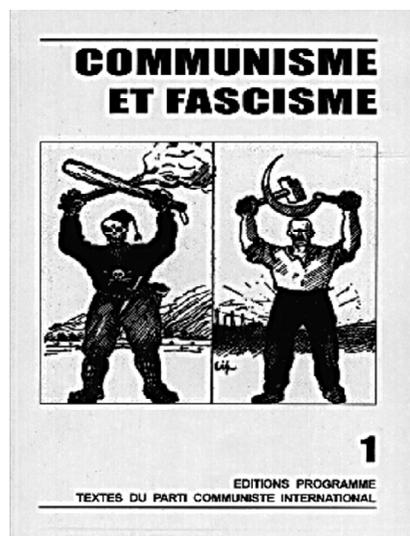
EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Vient de paraître
**«Communisme et
Fascisme»**

(140 pages - Prix FF 45)

**Au sommaire
de cette ré-édition:**

Préface - Introduction - La fonction de la social-démocratie en Italie («Il comunista» du 6 février 1921) - **Les sociaux-démocrates et la violence** («Il comunista» du 12 avril 1921) - **Les voies qui conduisent au «nassisme»** («Il comunista» du 14 juillet 1921) - **Le fascisme** («Il comunista» du 17 novembre 1921) - **Le programme fasciste** («Il comunista» du 27 novembre 1921) - **Du gouvernement** («Il comunista» du 2 décembre 1921) - **Le rapport des forces sociales et politiques en Italie** («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste** (2ème séance - 16 novembre 1922) - **Rome et Moscou** («Il lavoratore» du 17 janvier 1923) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au**



Vème Congrès de l'Internationale Communiste (23ème séance - 2 juillet 1924) - **Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne** (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unita» du 26 août 1924)

**ORGANES PERIODIQUES DU
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL**

- **«le prolétaire»** : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire : 5 FF; 30 FB; 3 FS; 3.000 Li; 100 Pts; 50 Esc.
- **«Il comunista»** : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire : 10 FF; 40 FB; 5 FS; 150 Pts; 75 Esc.
- **«programme communiste»** : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 25 FF; 140 FB; 10 DS; 5.000 Li; 10 DM; 450 PTS; 300 Esc.; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.
- **«el programa comunista»** : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 500 Pts; 250 Esc; 20 FF; 120 FB; 8 FS; 4.000 Li; 8DM; 2£; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$

Supplément à «programme communiste» n° 97, Revue théorique du parti communiste international / ISSN - 0033 - 037 X / Imprimés par nos soins mai 2001

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.